

que faire?

revue **COMMUNISTE**

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

--- Sommaire ---

EDITORIAL : Le prolétariat et la lutte anglo-italienne	page 1
A. GERVAIS : Après Brest et Toulon	page 6
P. RIMBERT : Que signifie l'unité syndicale ?	page 11
DOCUMENTS : Les communistes et les syndicats	page 17
TRIBUNE DE DISCUSSION : W. BERTRAM : Les contradictions du camarade Bréval	page 24
VIE DU PARTI : La conférence régionale de Nice	page 30
Lettres de trois communistes exclus	page 30
NOTES : La conférence de Saint-Denis	page 32
Le congrès de la Fédération unitaires de l'Enseignement	page 34
LIVRES : Deux livres sur le syndicalisme	page 35

N° 9 & 10

Septembre - Octobre

PRIX

1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an 10 fr. Six mois 5 fr.

Etranger : — 18 fr. — 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V^e

Chèque Postal Paris 1290-77

La Revue "Que Faire" se propose :

1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;

2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la revision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ;

3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier, à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;

4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste ;

5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but.

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, et de collaborer avec nous à la réalisation de nos tâches.

Nous ne faisons paraître qu'un seul numéro de « Que Faire » pour le mois de septembre et octobre. Quoique numéro double, il n'a que 36 pages. Mais le prochain numéro, celui de novembre aura 48 pages et contiendra une analyse des travaux du VII^e Congrès de l'Internationale Communiste.

LE PROLETARIAT ET LA LUTTE ANGLO - ITALIENNE

Les préparatifs guerriers de l'Italie en Afrique orientale ont modifié l'ensemble des rapports internationaux et ont déjà abouti au changement des positions des grands brigands impérialistes sur l'échiquier mondial.

L'impérialisme italien est profondément mécontent de la répartition actuelle des colonies, il se considère lésé et exige « sa place au soleil ». En suivant l'exemple du Japon et de l'Allemagne, il veut utiliser les difficultés actuelles de ses rivaux impérialistes pour s'emparer de l'Abyssinie, dernier Etat indépendant en Afrique.

L'impérialisme anglais qui est resté impassible lors de l'agression japonaise en Mandchourie et dans la Chine du Nord, qui est en train actuellement de s'entendre avec le Japon pour exploiter en commun la Mandchourie et la Chine, l'impérialisme anglais, qui, il y a quelques mois, a approuvé la rupture par l'Allemagne du traité de Versailles en signant l'accord naval anglo-allemand, a adopté une attitude différente envers l'expansion italienne. C'est que l'occupation de l'Ethiopie par l'Italie menace directement les intérêts de l'Empire britannique, menace la route des Indes et du Cap, menace les intérêts anglais en Egypte et dans le Soudan. Plus encore, le fait que le problème du nouveau partage des colonies est posé à l'ordre du jour par l'Italie inquiète profondément l'impérialisme anglais. D'où son opposition énergique envers l'Italie.

Si Mussolini essaie de justifier sa politique par le besoin d'expansion de l'Italie, par le rôle civilisateur de la race blanche en Afrique, par l'histoire de la constitution de l'Empire britannique qu'il ne veut qu'imiter — l'impérialisme anglais se sent subitement un amour immodéré envers la S.D.N., il se proclame partisan farouche du système de sécurité collective, du pacte de la S.D.N. qu'il traitait, hier encore, avec une désinvolture marquée. Sir Samuel Hoare reprend à Genève la thèse sur le pacte de la S.D.N. et sur les vertus de la sécurité collective qui constituaient depuis 1919 l'évangile de l'impérialisme français. Ainsi.

en trois ans, la doctrine française formulée par Herriot : « Le pacte, tout le pacte, rien que le pacte » a reçu, après l'adhésion de Litvinov, celle du chef de la diplomatie britannique.

Mais, ô miracle ! loin d'être satisfait des progrès rapide de cette thèse le gouvernement français, dont Herriot constitue un des piliers, est profondément troublé. C'est que nous sommes non pas dans une assemblée scientifique où les savants échangent des idées pour se convaincre mutuellement, mais sur une arène où les rapaces impérialistes luttent pour leurs intérêts; les théories et les discours ne servent que de couverture pour les intérêts en lutte, de moyens d'entraîner les masses dans le sillon de la politique capitaliste. La thèse de la sécurité collective n'a pas la même signification quand elle est défendue par Laval ou par Samuel Hoare. Pour Herriot ou Laval, la sécurité collective signifie le maintien de l'hégémonie française en Europe ; la mise en marche du mécanisme de l'assistance mutuelle, en premier lieu, contre l'impérialisme allemand, contre toute tentative de révision des traités. C'est pour assurer le statut quo en Europe que Laval n'a pas hésité à signer, en janvier à Rome, l'accord avec Mussolini lui assurant, en échange de la collaboration en Europe contre les visées révisionnistes, le soutien en Afrique pour y modifier le statut quo en faveur de l'Italie. Ainsi les principes français valent pour l'Europe, mais ils perdent leur valeur en Asie et en Afrique.

Pour Sir Samuel Hoare, soutenu par le labour party, la sécurité collective concerne surtout l'Afrique, la Méditerranée orientale et autres points où l'hégémonie mondiale de l'Angleterre peut être ébranlée. C'est à quoi tend l'Angleterre; c'est la mise en marche du mécanisme de la S.D.N. contre qui menace le statut quo colonial, donc en premier lieu, contre l'impérialisme italien. C'est pour s'assurer le concours de la France afin de défendre la « paix anglaise » que l'impérialisme anglais serait prêt, dans certaines conditions, de se porter garant de la « paix française ».

L'impérialisme français hésite entre le danger de jeter l'Italie dans les bras de l'Allemagne et celui de perdre la collaboration anglaise. Dans les deux cas le risque est gros. Ces hésitations découlent de la situation objective de l'impérialisme français, et c'est faire preuve d'une incompréhension complète de la politique impérialiste que de les attribuer, comme le font les dirigeants du parti, aux qualités personnelles de Laval, à ses préoccupations d'Aubervilliers.

Comme l'on voit, la lutte qui se déroule à Genève entre les trois requins, qui, il y a quelques mois à peine, proclamaient à Stresa leur accord et définissaient une politique commune en Europe, n'a rien de commun avec la défense de la paix. Il s'agit ici de la lutte des intérêts impérialistes et non de la lutte des principes. Tous ces intérêts sont également illégitimes, égale-

ment abjects, ils mènent tous vers la conflagration guerrière. Comme il est impossible de réaliser l'expansion impérialiste sans la guerre, car aucun peuple ne se laissera dévorer « pacifiquement », ni aucun impérialiste ne se laissera priver « pacifiquement » de ses rapines, il est non moins absurde de penser réprimer à la longue par des moyens pacifiques la pression des brigands impérialistes lésés, privés de leur butin, sur les brigands repus et satisfaits du statu quo. Les différentes combinaisons impérialistes, qui s'échafaudent sous les auspices de la S. D. N., ou en dehors d'elle, ce ne sont que « des plans de disposition des forces en vue de nouvelles guerres », comme Staline a justement défini en 1925 l'accord de Locarno.

**

Quelle devrait être l'attitude du prolétariat envers les compétitions entre les impérialistes actuels ? Le prolétariat dont les intérêts sont opposés à ceux de tous les impérialistes ne peut, sans faillir à sa mission historique -- la préparation de la révolution socialiste -- épouser aucune des politiques en présence. Toutes les méthodes pour sauver la paix préconisées par les impérialistes -- céder à l'Italie, faire jouer le pacte de la S.D.N., élargir le système des pactes d'assistance mutuelle -- ne mènent pas vers la paix, mais servent à organiser les différents blocs des Etats en vue de la guerre. Tout ces moyens ne font que détourner les masses ouvrières de la seule voie efficace pour assurer la paix : la voie de la révolution prolétarienne. L'expérience des 17 années après la guerre montre, avec une clarté aveuglante, qu'il est impossible d'assurer ou d'organiser la paix dans le régime capitaliste, que la seule voie vers la paix, vers l'abolition des guerres c'est le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir ouvrier. Si la révolution prolétarienne n'éclate pas en Europe, de nouvelles guerres impérialistes, colonialistes, antisoviétiques sont inévitables.

C'est sous cet angle qu'il faut apprécier la politique adoptée en face du conflit italo-éthiopien par les dirigeants de la II^e et de la III^e internationale. Cette position est presque identique. Il suffit de comparer la résolution de la II^e internationale du 19 août avec les documents du P.C.F. pour constater qu'aussi bien les dirigeants socialistes que les dirigeants communistes mettent leurs espoirs dans la S.D.N. pour s'opposer à l'Italie et pour défendre l'Ethiopie. On préconise des deux côtés la collaboration de l'Angleterre, de la France et de l'U.R.S.S. L'action du prolétariat est subordonnée à cette tâche, son but est de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils agissent dans « l'esprit de la S.D.N. », ce qui signifie, dans les conditions actuelles, conformément à la politique de l'impérialisme anglais.

C'est une politique purement opportuniste, qui, loin de sauvegarder la paix et utiliser la crise actuelle dans l'intérêt du prolétariat, abouti fatalement à la transformation de la classe ou-

vrière en queue impuissante d'un des clans capitalistes. C'est en réalité une politique d'union sacrée « pour la défense de la paix » qui ne fait que préparer l'union sacrée pendant la guerre « pour la défense de la patrie capitaliste ». L'approbation par l'« Humanité » et le « Populaire » des discours de Hoare et de Laval-Herriot, c'est l'abandon de toute politique indépendante de la classe ouvrière et la soumission à la bourgeoisie sur laquelle on compte pour sauver la paix. L'opposition de Duclos ou de Blum envers Laval ne sort pas des cadres des dissensions entre les diverses fractions de la bourgeoisie. Il suffit d'ailleurs que « l'apôtre de la paix » Herriot (Duclos dixit !), représentant authentique de la politique traditionnelle de l'impérialisme français envers la S.D.N., « corrige » un peu Laval -- et l'« Humanité » est prête à saluer le Gouvernement français, suivant les « exemples patriotiques » de la S.F.I.O. et du Labour-Party. La politique réformiste triomphe.

Qu'on ne nous dise pas qu'il faut le faire pour défendre le peuple éthiopien, l'indépendance de l'Ethiopie. L'amour de l'impérialisme anglais et du Labour-Party envers l'indépendance des peuples coloniaux est bien connu, les Hindous, les Boers, les Arabes en savent quelque chose ; quant à l'amour des chefs radicaux du Front Populaire pour les peuples coloniaux, il suffit de regarder ce qui se passe en Indochine, au Maroc, en Algérie etc. Ce qui se passe à Genève, ce n'est pas la lutte envers les partisans et les adversaires de l'indépendance des peuples, c'est le marchandage hideux des négriers de différentes cocardes pour la répartition des esclaves. **Le soutien que le prolétariat international doit fournir à l'Ethiopie en lutte contre l'agression italienne ne peut et ne doit avoir rien de commun avec la défense des principes de la S.D.N. et de la sécurité des brigands impérialistes.** Cela n'exclut pas l'utilisation par le prolétariat des divergences entre les impérialistes, mais pour pouvoir les utiliser les ouvriers doivent, en premier lieu sauvegarder entièrement leur indépendance de classe démasquer tous les impérialistes, opposer à tous les programmes hypocrites « de la défense de la paix » dans le régime capitaliste, la préparation des forces ouvrières pour la révolution.

..

Mais, répondent les partisans de l'organisation de la paix dans le régime capitaliste, si la paix **définitive** n'est réalisable que dans le régime socialiste, notre but est de sauver la paix pour **aujourd'hui**, pour quelques mois ou années en attendant la révolution prolétarienne.

Les révolutionnaires ne sont pas des adversaires de réformes ; si par notre action nous arrivions à **retarder** la guerre, il serait insensé d'y renoncer sous prétexte que la solution définitive du

problème n'est pas encore assurée. Oui, mais tout le problème consiste précisément à savoir **comment** peut-on retarder la guerre. Est-ce par la voie du soutien de la politique d'un des groupes impérialistes, d'une des fractions de la bourgeoisie en présence ? Est-ce par la glorification de la politique de nos ennemis de classe en la présentant comme la politique de la paix ? Non, l'expérience historique montre que cette voie classique de collaboration de classes, du réformisme ne mène que vers le renforcement des positions de la bourgeoisie, vers l'aggravation du danger de guerre. La bourgeoisie, en sachant que ses ouvriers la suivent, que leur conscience de classe est obscurcie par la propagande pacifiste, hésitera moins à développer et poursuivre ses préparatifs de guerre, elle aura plus de liberté et d'aisance pour déclencher la guerre.

Si en 1920, au moment de la guerre russo-polonaise, les ouvriers anglais, allemands, tchèques avaient mis leurs espoirs sur la S.D.N. pour défendre l'URSS, au lieu d'arrêter, par leur action **indépendante** le transport des munitions pour la Pologne, comme ils l'ont fait, ils auraient affaibli seulement la pression que leur action a exercé sur leurs gouvernements. La politique opportuniste des dirigeants ouvriers **encourage**, en réalité, les puissances impérialistes à continuer leurs marchandages colonialistes, leurs luttes pour la défense de leurs intérêts particuliers, luttes qui mènent **inévitablement** vers la guerre, car si l'agression mussolinienne contre l'Ethiopie, c'est la guerre, l'application des sanctions pour maintenir le statu quo, c'est aussi la guerre. Cette fois, Mussolini reculera, peut-être, étant trop faible pour affronter l'Angleterre, demain le rapport des forces peut changer, et la S.D.N. enregistrera une réédition de l'affaire de 1931 quand elle a livré la Chine au Japon.

Seule l'action révolutionnaire indépendante de la classe ouvrière luttant pour ses solutions de classe peut obliger la bourgeoisie à faire des concessions, peut renforcer ses hésitations et retarder ainsi le déclenchement de la guerre, ralentir le rythme des armements. En s'adaptant aux intérêts de la bourgeoisie, en épousant ses théories et ses conceptions, on travaille en réalité même contre le maintien de la paix actuelle. Par contre, en déclenchant des actions révolutionnaires contre la bourgeoisie et toute sa politique, en rassemblant les forces révolutionnaires **contre** la classe capitaliste, les révolutionnaires prolétariens, tout en préparant la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, agissent de la façon la plus efficace en faveur de la paix. La peur devant la révolution, voici ce qui peut arrêter les incendiaires guerriers au moment où la guerre est à l'ordre du jour.

QUE FAIRE ?

*Et les conséquences internationales
d'une chute de Mussolini ? Rien
du tout, la guerre. C'est tout ce qu'il y a
dans le monde.*

Après Brest et Toulon

Trois semaines après la manifestation du 14 juillet, les événements de Brest et de Toulon sont venus déchirer brutalement le mensonge éhonté de la « réconciliation française ».

Le gouvernement d'union nationale, dans lequel six ministres radicaux représentent une partie importante du front populaire, a donné l'ordre de tirer sur les ouvriers. Le sang a coulé. La III^e République, qui a trouvé de nouveaux partisans enthousiastes parmi les dirigeants communistes, a opposé un démenti sanglant aux illusions démocratiques réchauffées par le parti communiste.

Mais les victimes de la répression policière ne seront pas tombées en vain si les événements de Brest et de Toulon facilitaient aux masses ouvrières du pays, aux militants d'avant-garde, la compréhension de toute la fausseté de la politique du parti, politique qui malgré certains succès électoraux mène vers la défaite.

DUCLOS SE LAVE LES MAINS

Les ouvriers de Brest et de Toulon se sont placés au premier rang de la lutte contre les décrets-lois. Leur combativité plus grande que celle des autres victimes des décrets s'explique non seulement parce que la diminution de 10 0/0 venait s'ajouter à une diminution de 4 0/0 effectuée en février dernier, mais encore par le fait qu'à Toulon et à Brest il s'agissait non des fonctionnaires et instituteurs dispersés, mais des ouvriers groupés par centaines et milliers dans les mêmes ateliers, trempés par le travail collectif et discipliné, dans l'usine capitaliste.

Et pourtant, à Brest comme à Toulon, après des journées de lutte, où des milliers d'ouvriers tenaient la tête aux assauts de la garde et des soldats, on a repris le travail et accepté les diminutions.

Personne ne pourra affirmer, après les événements sanglants qui ont eu lieu, que c'est l'esprit de combat qui manquait aux ouvriers. Ce qui leur faisait défaut, c'est la direction juste du mouvement, les mots d'ordre clairs de lutte et le soutien du prolétariat de ce pays. La lutte contre les décrets-lois, dirigée contre l'Etat, contre le gouvernement, est irrémédiablement vouée à l'échec, si on la laisse s'éparpiller dans des manifestations stériles, dans des actions isolées et éparses, si l'on ne tente pas par tous les moyens de la centraliser. Des grèves partielles qui éclataient par ci par là, sans une perspective de grève générale, étaient insuffisantes pour briser l'attaque du gouvernement.

Mais les chefs reconnus de la classe ouvrière ne parlaient que front populaire, gouvernement, réconciliation. Les ouvriers de Brest et de Toulon n'avaient devant eux aucune perspective.

Et c'est pourquoi l'héroïsme et l'abnégation dont ils ont fait preuve dans les batailles de rues n'ont pas suffi pour éviter la défaite.

Les syndicats confédérés et unitaires de Brest et de Toulon n'ont pas appelé à la grève ni avant ni après les événements. La C.G.T. comme la C.G.T.U., le parti socialiste et le parti communiste n'ont rien fait pour soutenir réellement les combattants des arsenaux. Toute leur activité tendait sciemment ou non — peu importe — à empêcher l'extension de la lutte.

Le 7 août arrivent les premiers renseignements sur les assassinats de Brest.

Les ouvriers sont bouleversés. Mais « L'Humanité » n'appelle pas à la lutte. Au moment où à Brest les ouvriers tombent sous les balles des gendarmes et des gardes mobiles, où ils ont besoin du soutien le plus énergique du pays, « L'Humanité », au lieu de se ranger sans réserve de leur côté, se lave les mains, décline sa responsabilité. Les articles de « L'Humanité » voulaient à tous prix prouver que nous ne l'avons pas voulu, qu'il ne fallait pas, que nous n'y sommes pour rien. « Notre parti est pour l'instant très faible à Brest », écrit Duclos pour montrer qu'il n'a aucune responsabilité dans les événements.

PROVOCATEURS ET FASCISTES OU LE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

Loin de s'en tenir là, « L'Humanité » reprend les calomnies de la presse bourgeoise qui s'attache à salir les combattants de Brest en les présentant comme « la lie des ports ». Elle sème la méfiance et brise ainsi toute possibilité de l'élargissement de la lutte.

« Le front populaire, ni les communistes qui sont dans les premiers rangs, ne brisent les vitres, ne pillent les cafés, ni n'arrachent les drapeaux tricolores. Ils veulent construire, ils veulent réaliser », écrit Vaillant-Couturier le 7 août.

Pour comprendre toute l'ignominie de ces paroles, rappelons que les vitres ont été brisées et les cafés endommagés pendant les bagarres, quand les ouvriers corrigèrent des consommateurs d'un café bourgeois qui insultaient les manifestants. C'est Vaillant lui-même qui l'a constaté.

Et le drapeau tricolore ? Le fait que les chefs du parti l'ont placé dans les cortèges, n'a pas changé l'attitude des ouvriers envers ce symbole de l'impérialisme et de l'oppression. Le drapeau tricolore ? Mais c'était le drapeau de la garde et de l'armée qui, sur l'ordre des autorités, fusillaient les ouvriers ! C'était le drapeau des gouvernements des décrets-lois, le drapeau de la Préfecture maritime qui a fait occuper les arsenaux. Et le jeune ouvrier Chevalier qui l'a arraché du mât de la Préfecture maritime pour le remplacer par un drapeau rouge est abattu comme un chien d'un coup de fusil tiré par un officier.

Le ton donné par Vaillant a été repris les jours suivants. « Pour bien provoquer il faut être deux ! — écrit Vaillant le 10 — d'un côté la force armée, de l'autre ce qu'on appelle les éléments troubles. Or, les ports de mer, comme toutes les grandes villes, sont infestés de ces personnages vivant en marge du travail »...

Et ce travail de désagrégation — comment l'appeler autrement — domine toute l'attitude du parti envers les événements de Toulon-Brest. « Provocateurs ! » crient les dirigeants du parti, épouvantés par l'ampleur du mouvement. Ouvriers ! Méfiez-vous ! Du calme, de l'ordre ! Telle était la consigne.

Mais le mythe de provocation ne suffisait pas pour expliquer tout. On l'a vite complété par une nouvelle histoire. Celle-ci n'était plus cueillie dans les journaux bourgeois, elle sort directement des cerveaux des chefs du parti : c'est le fascisme qui est responsable des massacres de Brest et de Toulon. L'appel du parti publié par « L'Humanité » du 10 août dirige tous ses coups dans cette direction.

« Ce sont les hommes du 6 février qui jouent à Brest et à Toulon le rôle de provocateurs. Ils attaquent les soldats, les gardes mobiles, les agents de police et ils veulent faire croire que les travailleurs agissent de la sorte, alors que ces derniers, qui considèrent les soldats comme des frères, ne veulent nullement tenir les gardes mobiles, fils de paysans ou d'ouvriers, pour des

ennemis. Ils propagent les fausses nouvelles, essaient de tromper les ouvriers et les faire tomber dans le piège de leurs provocations. Ils outragent le drapeau tricolore que les travailleurs plaçaient à la tête de leurs cortèges, à côté du drapeau rouge le 14 juillet dernier. »

Les commentaires sont presque superflus. La lutte héroïque des ouvriers de Brest et de Toulon est présentée comme une machination policière et fasciste, car les ouvriers — paraît-il — ne veulent pas considérer les gardes immobiles qui les chargent comme leurs ennemis. Ils aiment trop le drapeau tricolore pour le remplacer par le drapeau rouge.

Il n'est pas exclu qu'il y avait des provocateurs dans la foule. Mais cela n'explique rien dans les événements qui eurent lieu. La provocation qu'il faut découvrir et stigmatiser ne peut dans un mouvement de masse jouer qu'un rôle tout à fait secondaire et subordonné. Se rappelle-t-on que la manifestation du 9 janvier à Pétersbourg qui a donné le signal aux luttes révolutionnaires de 1905 était conduite par un agent provocateur, le pope Gapon ?

* *

La signification profonde de la lutte des ouvriers de Toulon et de Brest consiste en ce qu'ils combattaient non seulement contre les décrets-lois, mais aussi pour la défense de leurs libertés démocratiques dont le droit de manifester dans la rue est une des plus importantes. C'est le gouvernement de Laval-Herriot-Frossard qui leur arrachait ces libertés. Ce ne sont pas les bandes fascistes, mais bien la force armée de la République qui livrait l'assaut. C'est cette armée républicaine exaltée par Duclos, citant l'herriotiste Rucart, qui a fait verser le sang ouvrier dans les rues de Brest et de Toulon.

Cacher cela devant les masses, ne pas montrer le caractère véritable des luttes menées actuellement, rejeter tout sur le compte des fascistes et des provocateurs, cela signifie amoindrir la responsabilité du gouvernement et couvrir les « amis radicaux » devant la colère populaire.

Certes, les chefs du parti soulignaient qu'à la base du mouvement se trouvaient les décrets-lois. Mais ces décrets, selon l'affirmation trompeuse et mensongère de la direction du parti, n'engagent pas les ministres radicaux, ils n'engagent que Laval. Le manifeste du parti plein d'accusations contre Laval ne dit pas un mot sur la responsabilité écrasante des autres membres du gouvernement qui, tous, sont solidairement responsables aussi bien des décrets-lois que des fusillades de Brest et de Toulon.

Mais il serait faux de croire que l'explication des événements sanglants donnée par le parti est le résultat d'une aberration momentanée qui rend impossible aux chefs du parti la compréhension de ce qui se passe. Il y a quelque temps encore, pendant les luttes de rues à Roubaix, et plus récemment pendant les batailles du 9 février et les bagarres de la cité Jeanne-d'Arc, le 1^{er} mai 1934, les dirigeants du parti ne recouraient pas à ces explications inadmissibles, à cette campagne inouïe qui n'était utile qu'à ceux qui voulaient briser le mouvement de solidarité et désagréger les rangs des combattants. Le 7 février 1934 les chefs du parti exigeaient l'arrestation de Frot et Daladier et lançaient le mot d'ordre « A bas le gouvernement des fusillards » contre un gouvernement qui a fait tirer sur les bandes réactionnaires. Aujourd'hui, au moment où on assassine les ouvriers, ces mêmes dirigeants couvrent les ministres radicaux, dont les mains ne sont pas moins ensanglantées que celles de Laval. Voilà où nous en sommes arrivés !

* *

Le devoir le plus élémentaire du parti et de la C.G.T.U., au moment où les

premières nouvelles sur les massacres de Brest sont arrivées, c'était de lancer le mot d'ordre de la grève générale, non de la proclamer à une date fixe, mais d'en saisir toutes les organisations ouvrières, de déclencher une propagande intense à travers le pays, de mobiliser tout le parti, toutes les organisations de masse pour la lutte. Beaucoup de temps a été perdu, trois semaines se sont écoulées depuis l'application des décrets-lois. Mais Toulon et Brest pouvaient, et devaient, jouer le rôle de l'étincelle qui met le feu aux poudres. Il fallait dresser les masses du pays entier contre le gouvernement d'assassins qui poursuit sa politique de déflation à coup de crosse et à coup de feu.

Qu'on ne nous explique pas la carence des chefs communistes, par notre faiblesse, par le fait que les réformistes étaient contre la lutte ! Qu'a-t-on fait pour les mettre au pied du mur ? Qu'a-t-on fait pour mobiliser les masses dont la pression aurait rendu difficile le refus pur et simple de nos propositions ?

Mais la direction du parti avait d'autres préoccupations. Elle ne voulait pas lutter. Elle est passée complètement sur les positions réformistes. Elle a préféré convoquer une réunion du Comité du Rassemblement populaire du 14 juillet et envoyer des commissions d'enquête à Brest et à Toulon. Et Vailant-Couturier a très bien exprimé l'orientation actuelle du parti en opposant aux émeutes de Brest et de Toulon la convocation du Parlement pour abroger les décrets-lois. L'angoisse qui saisit chaque communiste sincère à la lecture de ces mots augmente encore quand on prend connaissance des explications du secrétaire du parti Duclos. Dans son article du 8 août, après avoir condamné sévèrement les bagarres et émeutes et brandi encore une fois l'épouvantail du fascisme, Duclos écrit :

« L'action antifasciste de ce parti (radical A. G.) avec des chefs comme M. le Président Herriot, M. le Président Daladier et M. Yvon Delbos, président du groupe parlementaire, nous permet d'espérer que nous viendrons à bout, tous ensemble, des plans ourdis contre la liberté.

« Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le parti radical (Souligné par nous. A. G.) pour ne pas nous dresser contre les provocations qui en visant à détruire le front de la liberté ne tendent rien moins qu'à imposer demain une misère encore plus grande aux masses travailleuses. Des provocations sont organisées pour créer le désordre en prévision du coup de force fasciste. Il ne faut point se dissimuler le danger. »

Duclos a intitulé son article « Un jeu inquiétant ». On ne pouvait mieux choisir. Oui, camarade Duclos, votre ieu et celui de la direction du parti est inquiétant au plus haut point.

Derrière les mots, cités plus haut, si innocents en apparence, se trouve une idée nette, l'idée maîtresse de toute la politique du parti. Nous attachons un trop grand prix à l'alliance avec les radicaux pour se hasarder dans la lutte qui « détruit l'ordre », et peut repousser les radicaux du front populaire. Voilà le fond de la pensée de Duclos. Car aucune lutte sérieuse n'est possible sans créer le « désordre », sans heurter toute cette série de présidents radicaux, dont parle Duclos avec tant de considération. La grève générale, la manifestation de rue et la résistance aux forces armées et à la police de l'Etat, c'est le désordre. C'est la rupture de l'ordre capitaliste. Cela arrive dans chaque lutte ouvrière même, sans l'intervention des provocateurs.

Le parti freine le mouvement de lutte contre les décrets-lois pour ne pas repousser ses amis radicaux du front populaire et il espère que par ce moyen on accélérera l'arrivée du gouvernement radical qui va abroger les décrets-lois, désarmer les ligues et faire payer les riches. Le moyen est ingénieux. Parce que les fascistes profitent du désordre, nous, les communistes, nous devons

nous mettre à respecter cet ordre et nous abstenir des luttes trop violentes. L'abandon de la lutte de classe comme moyen de la lutte contre le fascisme, voilà la nouvelle profession de foi de nos dirigeants.

Mais ce n'est pas Duclos qui a découvert ce secret de la victoire. Longtemps avant lui la social-démocratie l'appliquait en Allemagne et dans d'autres pays. Lorsqu'au mois de juillet 1932 les communistes allemands proposaient à la social-démocratie de préparer la grève générale contre les décrets-lois et le coup d'Etat de Papen, les social-démocrates ont publié un tract dans lequel ils prévenaient les masses contre les provocateurs qui veulent la grève pour créer les désordres et préparer ainsi le lit au fascisme. Les résultats de cette politique poursuivie pendant des années sont bien connus.

La politique social-démocrate a fait faillite. Le dernier congrès de l'I.C. l'a solennellement proclamé. Mais au lieu d'en tirer toutes les conséquences, l'internationale communiste, le parti communiste français avant tout, deviennent des héritiers de cette politique désastreuse, ses propagateurs les plus zélés, ses admirateurs les plus enthousiastes. L'histoire a joué un bien mauvais tour aux dirigeants du parti communiste.

AVEC LES MASSES EXPLOITEES OU AVEC LES POLITICIENS RADICAUX ?

On ne peut pas nier le fait que la politique révolutionnaire doit repousser du prolétariat certains chefs radicaux et même certaines couches de la petite bourgeoisie qui se sont décidées au front unique avec le parti, au moment où ils se sont aperçus que le fameux couteau entre les dents a été remplacé par une sucette démocratique et que « l'eau a été versée dans le vin ». L'exemple de Jules Romains est là pour le prouver. Cet intellectuel petit bourgeois, qui a participé au cortège du 14 juillet, pris de peur devant le mouvement des masses à Brest et Toulon, pousse des cris hystériques et dénonce ces luttes, comme devant favoriser le fascisme. Ce n'est que trop naturel. Mais ce qui n'est pas du tout naturel, c'est de voir des gens qui se proclament marxistes répéter ces bêtises. Car des Jules Romains, des présidents effectifs ou honoraires du parti radical ou de l'alliance démocratique, des vieux impotents de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui s'en iront, seront remplacés par des milliers d'ouvriers qui ne peuvent plus et ne veulent plus vivre dans les anciennes conditions. Ils seront remplacés par cette large masse des petits paysans, petits boutiquiers et artisans qui, écrasés par la crise, par les monopoles capitalistes et par l'Etat peuvent devenir des alliés révolutionnaires du prolétariat en lutte. Mais ces alliés, il faut les gagner. Il serait faux de les considérer comme des alliés naturels, pour ainsi dire, du prolétariat. De par sa nature même, la petite bourgeoisie est profondément conservatrice. Ce n'est qu'en la transformant, en lui faisant perdre ses illusions conservatrices, en lui démontrant par les faits que nous voulons l'aider et que nous sommes capables de la diriger dans la lutte contre l'exploitation, qu'on peut la gagner. Mais un parti qui se traîne derrière les radicaux et qui diminue les forces de sa propre classe en cédant devant les préjugés petits bourgeois et en freinant la lutte est incapable de remplir cette tâche historique.

Il n'y a pas de pire illusion que de croire qu'on puisse renforcer le front populaire en freinant la lutte du prolétariat et en sacrifiant son indépendance. Par ce moyen, on pourra peut-être garder l'amitié des radicaux si cher à Duclos. Mais les couches inférieures de la petite bourgeoisie déçues ou désemparées seront tôt ou tard poussées entre les bras du fascisme.

On dit souvent que pour le moment il ne s'agit que d'abroger les décrets-

lois, de faire payer les riches, de dissoudre les ligues. Les radicaux peuvent le faire. Il faut attendre, ne pas sauter les étapes. Il est difficile de s'imaginer un exemple plus éloquent du crétinisme parlementaire. Un gouvernement bourgeois radical ne fera rien pour abroger les décrets-lois sans y être forcé par les masses, sans être menacé de perdre toute son influence dans le pays. Faut-il rappeler que Herriot a déclaré à plusieurs reprises son accord complet avec la politique des décrets-lois. Il est vrai que « L'Humanité » le dissimule soigneusement devant ses lecteurs, mais cela ne change rien dans les faits. Les autres « radicaux », s'ils élèvent leurs voix contre les décrets-lois, ne sont pas du tout décidés à les supprimer. Assurés du soutien du parti communiste et persuadés que ce parti évitera tout ce qui pourrait les choquer, les radicaux pourront se permettre tout. Les derniers événements montrent qu'on leur permet d'aller très loin, jusqu'aux fusillades des ouvriers. Et nous apprécions trop les facultés mentales des « amis radicaux » pour supposer qu'ils vont risquer le déséquilibre budgétaire et une brouille sérieuse avec le capital financier en abrogeant les décrets-lois et en faisant payer les riches pour les seuls beaux yeux de Duclos et de Thorez.

Attendre tranquillement la réalisation des promesses électorales des radicaux qui pendant toute leur existence n'ont fait que trahir ce qu'ils ont promis, ce serait leur faciliter une nouvelle trahison.

Rien ne paralyse davantage le prolétariat -- qui est la seule force capable de mener une lutte victorieuse contre le fascisme et la réaction, contre l'offensive du capital, la seule force réellement antifasciste -- que la politique des reculs, des attermolements, des hésitations et de capitulation.

André GERVAIS.

Que signifie l'Unité Syndicale ?

L'unité syndicale sera réalisée vers la fin de l'année, a déclaré Léon Jouhaux au Congrès du syndicat national des instituteurs. Oui, il faut que l'unité syndicale soit un fait accompli avant 1936, ont répété les dirigeants de la C.G.T.U. Et il semble que réellement, malgré les obstacles de dernière heure, la C.G.T. unique verra le jour dans les semaines qui viendront.

Tandis que la masse ouvrière -- unitaires, autonomes, confédérés et même inorganisés -- saluent cette unité qu'ils ont tant désirée, certains camarades se demandent si l'unité syndicale n'est pas en contradiction avec les principes de la politique communiste, si elle ne signifie pas -- quelles que soient les conditions de sa réalisation -- un recul des éléments révolutionnaires devant le courant réformiste.

Ces appréhensions ne sont pas du tout fondées. En effet, quelles sont les tâches des communistes, à l'égard des masses ouvrières ? Ils doivent pénétrer toutes les organisations de masse, conquérir les ouvriers aux idées du communisme en les disputant aux réformistes ; plus grand sera le nombre de travailleurs influencés par les communistes et plus tôt on ira à l'assaut du régime capitaliste. Or, la scission syndicale crée un certain conservatisme chez les ouvriers : les ouvriers qui, dans d'autres conditions, se seraient certainement joints au camp de la révolution, sont arrêtés par le fait de l'existence des organisations parallèles, et souvent, au lieu de se rallier aux syndicats unitaires, se joignent aux réformistes. Ainsi, le problème de l'unité syndicale

représente pour les communistes une voie de première importance pour la conquête des masses.

Cette thèse est surtout juste, vu l'existence d'une profonde volonté unitaire dans les masses. C'est cette poussée des masses vers l'unité, cette marche en avant qui a brisé toutes les résistances et obligé les deux C.G.T. à s'engager dans cette voie. Le courant vers l'unité est cette fois irrésistible. La bureaucratie de la C.G.T. ne pourra plus s'y opposer.

Toutefois, s'il est de notre devoir de soutenir cette volonté d'unité, nous devons expliquer aux travailleurs qu'il ne faut pas en faire une question sentimentale et que tout en étant des partisans sincères de l'unité syndicale, nous ne devons pas en faire une mystique, nous ne devons pas proclamer : périsse la lutte révolutionnaire pourvu que soit sauvegardée l'unité. Si dans les luttes futures l'intérêt de l'action révolutionnaire du prolétariat exigeait une scission, les communistes devraient pas hésiter à la faire.

« Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. » (Thèses du II^e Congrès de l'I.C., 1920.)

Si dans les conditions actuelles l'unité syndicale présente aux révolutionnaires de nouvelles possibilités de travail parmi les larges masses ouvrières influencées par les réformistes, elle ne résoud pas par elle-même le problème de la politique du mouvement syndical, elle ne signifie pas du tout la victoire du courant révolutionnaire sur le réformisme.

Mais elle porte dans son sein des éléments de cette victoire en ce sens qu'elle facilite la lutte des ouvriers du fait que ceux-ci, se trouvant unis tous ensemble dans une même organisation, se sentent plus sûrs d'eux-mêmes, plus confiants et s'engagent plus résolument dans la bataille ; qu'elle regroupe les ouvriers dispersés, non seulement ceux qui se trouvent dans divers syndicats, mais aussi une masse considérable de travailleurs qui sont restés en dehors du mouvement syndical, ou qui l'ont quitté par suite de la scission ; qu'elle permet aux ouvriers communistes et unitaires qui depuis des années ont été élevés dans un sectarisme stérile, de se retremper dans la masse, d'être mélangés aux autres courants du mouvement ouvrier et d'apprendre ainsi à lutter, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre les diverses idéologies, autrement que par des phrases-clichés. Le fait que les ouvriers communistes auront, tous les jours, dans leur syndicat, à soutenir une lutte idéologique contre les autres tendances, les obligera à plus d'initiative personnelle et partant à plus de réflexion.

D'autre part, l'existence d'une seule organisation syndicale amènera une grande clarification dans le mouvement ouvrier : un véritable triage se fera. Il y a des ouvriers révolutionnaires dans la C.G.T.U., dans la C.G.T. et chez les autonomes, mais il y a aussi des réformistes dans ces trois organisations. L'unité aura comme conséquence d'unir inévitablement les révolutionnaires entre eux et à l'autre pôle les réformistes.

C'est pourquoi les communistes et les révolutionnaires conscients avec eux doivent se prononcer résolument, dans la période présente, pour l'unité syndicale. Il faut démasquer le jeu perfide des réformistes qui, sous le couvert d'indépendance et de neutralité voudraient obliger les communistes à aban-

donner la lutte pour le triomphe de leur conception, et voudraient qu'on leur donne par avance les armes pour chasser demain tout révolutionnaire qui aura osé attaquer et dénoncer leur politique de capitulation.

Les dirigeants de la C.G.T. ne veulent pas l'unité, ils la subissent. Aussi, ils s'efforcent de lui donner une forme qui empêchera le courant révolutionnaire de se développer ; de faire une unité bureaucratique, réglée par en haut et qui étouffera toute velléité révolutionnaire ; les fractions seront banies, les tendances ne seront pas tolérées, le droit des minorités seront piétinés. Voilà comment la C.G.T. veut réaliser l'unité syndicale, et les opportunistes qui dirigent le P.C. et la C.G.T.U. capitulent sans cesse, facilitant ainsi la victoire de la bureaucratie de la C.G.T.

Au début de l'année, « Que Faire ? » a indiqué qu'il y avait deux façons de réaliser l'unité syndicale en France : par la capitulation devant le réformisme ou dans la lutte contre lui. (Voir n° 2 de février 1935, p. 12.) Toute l'attitude de la direction de la C.G.T.U., depuis « le tournant » de juin 1934, montre qu'elle a adopté la première voie, celle de la capitulation devant le réformisme, tout en essayant de sauvegarder les apparences de sa fidélité aux idées révolutionnaires. Cette capitulation a abouti au rapprochement sensible des politiques des deux C.G.T. sur la base réformiste, parallèlement au rapprochement du même genre entre les partis socialiste et communiste. Ainsi au point de vue politique il n'y avait plus d'obstacle important, depuis que la C.G.T.U. s'est engagée résolument, avec le P.C., dans la politique opportuniste de collaboration de classes, pour la fusion de deux C.G.T. Considérée sous cet angle, l'unité syndicale ne signifie pas la fusion entre une centrale syndicale de lutte de classe et une centrale de collaboration de classe, mais l'unité de deux directions qui représentent chacune une variété de la politique réformiste.

Mais il serait faux de se limiter à cet aspect de la question. Car derrière les directions il y a des masses de syndiqués qui, elles, veulent l'unité non pas pour amener un gouvernement des gauches au pouvoir ou pour seconder l'œuvre de la S.D.N., mais pour organiser la lutte en commun contre la bourgeoisie. L'expérience récente des décrets-lois nous a démontré la contradiction entre la masse et les dirigeants. Alors que les ouvriers voulaient l'unité syndicale au nom de la lutte contre les décrets-lois, les dirigeants réformistes, aidés par les dirigeants du P.C. et de la C.G.T.U., ont freiné, paralysé et finalement étouffé la lutte contre les décrets-lois au nom de l'unité avant tout.

Les dirigeants de la C.G.T. craignent, à juste raison, que les communistes et les éléments unitaires les plus avancés, en s'associant aux éléments révolutionnaires de la C.G.T., déclenchent un vaste mouvement d'opposition dans la C.G.T. unifiée et mettent en échec sa direction réformiste. C'est pourquoi le point central, la condition essentielle posée par la direction de la C.G.T. pour réaliser l'unité, c'était l'interdiction de constituer les fractions dans les syndicats, afin d'empêcher les éléments oppositionnels, révolutionnaires de se concerter et d'agir en commun.

La capitulation de la direction de la C.G.T.U. sur cette question essentielle — car il s'agit ici du fonctionnement de la démocratie syndicale — est la conséquence de sa capitulation politique devant le réformisme. Les fractions sont indispensables pour défendre des conceptions politiques déterminées, conceptions inacceptables pour la direction, pour organiser les partisans de la politique révolutionnaire contre le réformisme. Les fractions syndicales du

P.C. ont encore une autre signification : elles servent de canal pour l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, canal par l'intermédiaire duquel cette avant-garde influence les larges masses ouvrières groupées dans les syndicats.

Du moment que l'avant-garde abandonne sa politique révolutionnaire, abandonne son rôle de guide de la classe ouvrière, le problème des fractions change son caractère. Déjà en octobre 1934 le Conseil National de la C.G.T.U. a fait sienne la thèse sur l'indépendance absolue des syndicats de tous les partis, donc aussi du parti du prolétariat. Quant à la plateforme révolutionnaire que les fractions communistes devaient défendre dans le mouvement syndical, elle est liquidée puisque les dirigeants du P.C. et de la C.G.T.U. sont en train d'élaborer une plateforme commune avec Jouhaux et autres dirigeants du front populaire. Ces questions sont discutées dans de diverses commissions, sous-commission, comités du front populaire. Dans ce cas, aucun obstacle n'existe pour que les conceptions particulières de Monmousseau ou Duclos sur ces questions soient développées dans les syndicats unifiés, sans que des fractions soient nécessaires.

Déjà, par la pratique de la « troisième période » les ouvriers réformistes et syndicalistes avaient été rebutés par la politique syndicale du parti communiste qui s'exprimait par les fractions. A plus forte raison, après le tournant opportuniste, ils ne comprennent pas pourquoi faudrait-il reconnaître aux communistes le droit de constituer leurs fractions, quelle importance cela pourrait avoir pour le développement et le renforcement du mouvement syndical. La revendication des dirigeants unitaires sur les fractions leur apparaissait — aussi bien qu'à de nombreux ouvriers unitaires — comme une manœuvre ayant pour but de maintenir à tout prix leur main forte sur les syndicats. Après la capitulation politique devant les réformistes il était impossible de grouper les masses autour de la revendication de la liberté de fractions de parti, en contradiction, d'ailleurs, avec la thèse sur l'indépendance absolue du syndicalisme. Du moment où les dirigeants unitaires reçurent l'assurance qu'ils auraient leur place dans les organismes de direction des fédérations uniques et de la C.G.T. unifiée, non seulement ils abandonnèrent les fractions, mais ils signèrent un document où ils reconnaissent à la direction de la C.G.T. unique le droit de sévir contre tous les éléments qui voudraient enfreindre cette règle. Au récent congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement à Angers, le camarade Aulas a justement montré la signification de cette attitude :

« Ainsi dans la C.G.T. nouvelle, quand nous voudrions faire prévaloir le défaitisme révolutionnaire, quand nous voudrions nous opposer à l'union sacrée vers laquelle les bureaucraties nous mènent, ce sera notre exclusion pure et simple en vertu des statuts acceptés par la C.G.T.U. » (Statuts qui prévoient l'exclusion pour délit de tendance ou de fraction.)

**

L'exigence de la C.G.T. que l'unité se fasse sur la base de l'indépendance du syndicalisme et avec l'interdiction des fractions, devrait-elle être un obstacle infranchissable à l'unité syndicale ? Non, du moment où nous reconnaissons que la C.G.T.U. actuelle est coupée des larges masses ouvrières, que l'unité syndicale s'impose nécessairement pour pouvoir aborder les masses qui suivent la C.G.T., pour pouvoir se lier avec les éléments révolutionnaires qui s'y trouvent. Du moment où la poussée des masses vers l'unité a brisé les résistances antiunitaires des dirigeants confédérés, l'unité devait se faire malgré ces

barrières. Seulement le devoir des révolutionnaires prolétariens, ce n'était pas de marchandiser avec les dirigeants réformistes pour essayer de trouver des formules miraculeuses conciliant le réformisme avec les principes communistes — en réalité le contenu de ces formules communes est purement réformiste — mais de s'incliner devant la majorité réformiste tout en gardant intégralement leurs conceptions et en luttant pour la possibilité de les défendre au sein de l'organisation unifiée, en mobilisant les masses pour leur défense. Les communistes sont obligés parfois de passer par des conditions très dures pour pouvoir parler aux masses ; ils sont, par exemple, obligés de se conformer, dans les pays fascistes, aux statuts de syndicats fascistes, à leurs règlements draconiens. Il serait faux de renoncer à cause de cela au travail parmi les ouvriers trompés par les fascistes. Mais dans aucun cas les communistes ne doivent et ne peuvent prendre la responsabilité pour la politique réformiste, pour des statuts antidémocratiques, se mettre d'accord avec les réformistes pour les appliquer contre les éléments révolutionnaires. C'est pour tant sur cette voie que s'est engagée la C.G.T.U.

C'est pire que de se reconnaître vaincu. La défaite ne constitue pas l'abandon des principes révolutionnaires. Reconnaître franchement sa défaite, en rechercher les causes, en tirer toutes les conséquences pour préparer la victoire du lendemain, accepter la lutte dans des conditions plus difficiles, voici l'attitude d'un révolutionnaire. Comment qualifier, par contre, l'attitude d'un vaincu — la C.G.T.U. après l'expérience désastreuse de la « 3^e période » — qui couvre sa défaite par une vantardise : « ni vainqueur ni vaincu » et se met à la disposition du vainqueur, de l'ennemi pour appliquer la politique du vainqueur ; c'est pire qu'une défaite, c'est la capitulation qui ne peut aboutir qu'à la désagrégation et démoralisation des troupes.

**

Après avoir cédé sur l'essentiel (plateforme révolutionnaire, indépendance du syndicalisme, fractions), la direction de la C.G.T.U. a dressé, au dernier instant, de nouveaux obstacles formels en opposant son plan de fusion à celui de la C.G.T. Nous ne voulons pas discuter sur les vertus relatives de ces deux plans. Vaut-il mieux commencer par la fusion des syndicats, fédérations, unions départementales, et après convoquer le C.C.N. pour constituer la C.G.T. unique dont la direction convoquera le congrès d'unité (plan de la C.G.T.) ou bien commencer par la fusion et constituer dès septembre la direction unique composée de deux commissions exécutives, direction qui convoquerait le congrès d'unité sans passer par le C.C.N. (plan de la C.G.T.U.) ? On essaie de part et d'autre de montrer que cette différence est une différence de principe, qu'il s'agit ici de deux conceptions différentes du syndicalisme, mais l'analyse même des arguments employés, des points litigieux montre qu'il n'y a ici aucune différence de principe. Il s'agit, des deux côtés, de la question de prestige, d'une part ; de la tentative de s'assurer une position plus avantageuse lors du congrès d'unité, de l'autre. En maintenant les statuts de la C.G.T. pour la procédure de fusion, les dirigeants de la C.G.T. veulent montrer ainsi qu'il ne s'agit, en fait, malgré les concessions faites depuis 1931, que de la rentrée pure et simple des unitaires dans la C.G.T. Pour les dirigeants unitaires il s'agit de garder les apparences : « ni vainqueur ni vaincu », de se présenter devant les syndiqués comme le représentant d'une politique différente de celle de la C.G.T., de dissiper à tout prix l'impression qu'ils viennent dans la C.G.T. la corde au cou.

Frachon exprime crûment cet état d'esprit dans l'entrevue du 4 juillet :

« Vous ne pensez pas que nous sommes les bourgeois de Calais et que nous allons céder toujours et à tout, et vous non ? »

Monmousseau reprend la même idée le 13 août quand il exige des garanties pour qu'on ne puisse pas dire que la C.G.T.U., après avoir fait des concessions de principe, rentre dans la C.G.T. Frachon et Gitton, à la même séance, soulignent à plusieurs reprises leur attachement « à la tactique lutte de classe », ce qui explique, paraît-il, leur résistance contre le plan de fusion de la C.G.T. On se demande en quoi une modalité différente de fusion peut changer cette situation de fait que les dirigeants de la C.G.T.U. ont abandonné la tactique de lutte de classe et qu'ils vont vers l'unité avec un programme qui ne se distingue pas beaucoup de celui de la C.G.T. et que les méthodes de lutte qu'ils préconisent aujourd'hui (voir en particulier leur attitude après les événements de Brest et de Toulon) sont inspirées du pire esprit jouhauiste. Après avoir abandonné, avec une facilité extraordinaire, les principes, ils s'accrochent maintenant avec un acharnement d'autant plus grand aux formes.

Comment les révolutionnaires prolétariens doivent-ils poser la question ?

L'unité syndicale est-elle, dans la période présente, indispensable pour la lutte révolutionnaire du prolétariat français ? Oui ou non ? si non, alors il faut le dire et en démontrer les raisons, au lieu de tergiverser sur des questions secondaires. Si oui, alors il faut la faire ; et, il est ridicule de s'accrocher, de discuter à perte de vue sur des questions de forme.

Il faut le dire, et le dire hautement : la politique des dirigeants de la C.G.T.U. favorise le jeu des réformistes. Puisque la nécessité de l'unité syndicale est aujourd'hui reconnue, la forme est une question secondaire, peu importe si c'est par un congrès de fusion ou par la rentrée en bloc, si c'est avec des commissions mixtes ou sans commissions mixtes, l'essentiel c'est de la réaliser et de couper court au jeu de ses adversaires.

Pour que l'unité syndicale porte ses fruits, les éléments révolutionnaires doivent constituer une tendance à l'intérieur de la C.G.T. unique. Ils ne doivent pas reconnaître l'abandon de ce droit démocratique élémentaire, fait en leur nom par les dirigeants de la C.G.T.U. Il est évident que si les éléments révolutionnaires, dans la nouvelle C.G.T., grandissent, gagnent en influence au point de menacer le conservatisme des réformistes, ces derniers n'hésiteront pas à se servir de tous les prétextes pour recommencer les exclusions qui leur ont si bien servi en 1920-21. Mais l'expérience n'aura pas été vaine, et les révolutionnaires ne se laisseront pas couper des masses. Ils dénonceront la politique scissionniste des réformistes et lutteront contre les exclusions. Si une exclusion de camarade ou de syndicat entier se produit, il faudra, avec ténacité et sans aucune concession qui porterait atteinte à l'intérêt du mouvement révolutionnaire, lutter pour leur réintégration.

Il ne faut pas oublier que les Jouhaux et Cie subissent l'unité plutôt qu'ils ne la désirent, et qu'une fois qu'elle sera réalisée ils s'efforceront de chasser les révolutionnaires et surtout les communistes qui par leur activité menaceront les privilèges de ces messieurs. Pour réaliser leur politique scissionniste, ils emploieront tous les moyens : violation des principes élémentaires de la démocratie, dénigrement et calomnies. Et ce serait une grave erreur de quitter la C.G.T. unique sous prétexte de sa politique réactionnaire. Rappelons à ce propos les conseils de Lénine aux communistes allemands qui voulaient quitter l'A.D.G.B. (C.G.T. allemande) :

« N'en doutons pas, les « leaders » de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux, pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour les y accabler d'ennuis et d'insultes, de tracasseries et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, céder parfois la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, sa tâche de communiste. » (*La maladie infantile du communisme*. E.S.I. 1930, Paris.)

Lutter contre les exclusions, pour la réintégration des exclus, ne veut, naturellement, pas dire capituler devant le réformisme. Au contraire, une lutte énergique et ténace devra être menée contre la politique collaborationniste, pour la démocratie syndicale, le droit des minorités, pour donner au syndicalisme son véritable caractère révolutionnaire.

Les communistes auront dans la C.G.T. unique une double tâche à accomplir : d'abord participer à la constitution de la tendance révolutionnaire, l'aider, la soutenir de toutes leurs forces dans sa lutte contre le réformisme ; ensuite, ils devront lutter contre la soi-disant neutralité syndicale, contre les théories syndicalistes ou anarchistes qui s'opposent au véritable travail révolutionnaire de masse, pour donner au syndicalisme français l'empreinte marxiste révolutionnaire sans laquelle la victoire de la révolution est impossible.

Pierre RIMBERT.

DOCUMENTS

Les Communistes et les Syndicats

Nous avons réuni, ci-dessous, les extraits de quelques documents du parti Bolchevik et de l'internationale communiste, fixant la position des communistes envers les syndicats. Au moment où l'unité syndicale est rétablie en France par la capitulation des dirigeants communistes devant le réformisme, nous voulons rappeler, par ces quelques citations, quels doivent être les principes de la politique des communistes dans la C. G. T. unique.

N. D. L. R.

PROJET DE RESOLUTION DES BOLCHEVIKS

REDIGE PAR LENINE (1906)

« Considérant,

1. Que la Social-Démocratie a de tout temps reconnu la lutte économique comme une des parties intégrantes de la lutte de classe du prolétariat ;
2. Que les organisations les plus rationnelles de la classe ouvrière, pour mener la lutte économique, sont (et ceci est démontré par l'expérience de tous les pays capitalistes) de larges syndicats ;

3. Qu'en ce moment on observe en Russie une vaste poussée des masses ouvrières vers le rassemblement dans le cadre des syndicats ;

4. Que la lutte économique ne peut conduire à l'amélioration stable de la situation des masses ouvrières et à l'affermissement de leur véritable organisation de classe qu'à condition de la combiner d'une façon appropriée avec la lutte politique du prolétariat ;

Nous reconnaissons, et proposons au Congrès de reconnaître :

1. Qu'il est du devoir de toutes les organisations du parti de concourir à la constitution de syndicats non affiliés au parti et d'engager tous les représentants d'une profession donnée qui sont membres du parti, à y adhérer ;

2. Que le parti doit s'efforcer, en usant de tous les moyens, d'éduquer les ouvriers participant aux syndicats, dans le sens d'une ample compréhension de la lutte de classe et des tâches socialistes du prolétariat, pour pouvoir obtenir, grâce à son activité, le rôle vraiment dirigeant dans ces syndicats, et pour que ceux-ci puissent, dans certaines circonstances, adhérer directement au parti, sans toutefois exclure du syndicat les membres qui n'ont pas adhéré au parti. » (1)

RESOLUTION DU VI^e CONGRES DU PARTI BOLCHEVIK (1917)

1. Le développement de la lutte de classe à l'époque des luttes acharnées de la bourgeoisie impérialiste pour la conquête des marchés mondiaux, sans écarter l'objectif principal du mouvement syndical -- la direction de la lutte économique du prolétariat, considérée comme une des formes de sa lutte de classe -- pose devant ce mouvement des problèmes nouveaux et complexes, dont la solution radicale n'est possible que par la substitution de la société socialiste à la société capitaliste.

5. Les syndicats, de plus en plus entraînés par la logique même des événements dans la lutte pour le socialisme, doivent, dans toutes leurs actions, s'inspirer des principes de la lutte de classe menée avec esprit de suite, défendre avec énergie et plan concerté les intérêts généraux de la classe ouvrière, repousser toutes les tentatives de rétrécir le mouvement syndical et de le subordonner aux intérêts de la guerre et des classes dirigeantes.

6. Les syndicats, organes de combat de la classe ouvrière, profondément intéressés à la continuation de la révolution jusqu'à la victoire totale, doivent, en contact étroit avec le parti politique du prolétariat, organiser la résistance économique et politique à la contre-révolution, qui met à profit le délabrement économique pour asservir complètement les larges masses populaires.

7. Les syndicats doivent, pour combattre la décomposition économique du pays aggravée par la contre-révolution grandissante et pour mener la révolution à sa fin victorieuse, réclamer l'intervention de l'Etat dans l'organisation de la production et la répartition des produits, sans oublier, ce faisant, que ces mesures ne pourront être appliquées dans l'intérêt des larges masses populaires que grâce à une nouvelle vague révolutionnaire et à la dictature du prolétariat, appuyée par les paysans les plus pauvres.

Le congrès reconnaît pour toutes ces raisons que :

Toutes ces tâches imposant de grandes responsabilités ne peuvent être accomplies par les syndicats russes que s'ils restent des organes de combat de la

(1) Reproduit d'après Schwarz : « Lénine et le mouvement syndical », éditions Nouveau Prométhée, p. 53-55.

classe ouvrière et luttent en étroite collaboration organique avec le parti politique du prolétariat ; si, pendant les élections à l'Assemblée constituante, ils combattent pour la victoire du parti socialiste, qui défend inflexiblement les intérêts sociaux du prolétariat et préconise la liquidation la plus prompte de la guerre par l'action révolutionnaire des masses contre les classes dirigeantes de tous les pays ; si les syndicats, poursuivant la fin la plus rapide de la guerre et la création de l'Internationale, entrent immédiatement en relation avec toutes les organisations syndicales qui font, dans les divers pays, la guerre à la guerre et s'ils arrêtent avec elles le plan d'une action commune contre le massacre international, pour le socialisme ; s'ils rattachent leurs luttes quotidiennes pour l'amélioration de la situation économique à notre époque de grandiose bataille sociale et si, enfin, ils soulignent dans toutes leurs actions que l'accomplissement des tâches assignées par l'histoire au prolétariat russe n'est possible qu'internationalement.

Le socialisme révolutionnaire international contre l'impérialisme international ! (2)

LA RESOLUTION DU II^e CONGRES SUR LE MOUVEMENT SYNDICAL (1920)

1. « Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme représentaient des organisations destinées à lutter pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions du travail salarié. Les marxistes révolutionnaires essayaient de les mettre en liaison avec le parti politique du prolétariat, le parti social-démocrate, afin d'engager une lutte commune pour le socialisme. Les mêmes raisons qui, à de rares exceptions près, avaient fait de la démocratie socialiste non une arme de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement du capitalisme, mais une organisation entraînant l'effort révolutionnaire du prolétariat dans l'intérêt de la bourgeoisie, firent que, pendant la guerre, les syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie ; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans les limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratiques, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les syndicats ont, non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions amiables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des Trade-Unions libérales en Angleterre et en Amérique, des syndicats libres, prétendus socialistes d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi des unions syndicales de France.

4. Etant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte économique que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie syndicale, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour

(2) Lénine, Œuvres complètes, tome 21, p. 555-556.

le renversement du régime capitaliste et le triomphe du communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore. Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie syndicale (dissolution des sections locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle menace de couper les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, des masses qui évoluent vers le communisme, et pousser ces masses vers les chefs opportunistes agissant pour les intérêts de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur elles les leaders opportunistes ne pourront être vaincues que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter l'éparpillement des syndicats, de les remplacer par des unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer des organes formés par les représentants des ouvriers d'usine en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

5. Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie, non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder sans cesse une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union

parfaite entre les syndicats et le parti communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces syndicats et conseils de production (Betriebsräte) des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger (3).

LA RESOLUTION DU III^e CONGRES DE L'I. C. (1921) (4)

Le parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui, pour cette raison, a accepté consciemment le programme communiste.

Les syndicats sont une organisation plus massive du prolétariat, tendant de plus en plus à embrasser sans exception tous les ouvriers de chaque branche d'industrie et à faire entrer dans leurs rangs, non seulement des communistes conscients, mais aussi des catégories intermédiaires et même tout à fait retardataires de travailleurs, qui apprennent seulement peu à peu et par l'expérience de la vie le communisme.

Le rôle des syndicats, dans la période qui précède le combat du prolétariat pour la mainmise sur le pouvoir, dans la période de ce combat, et, ensuite, après la conquête, diffère sous bien des rapports, mais toujours avant, pendant et après, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti, et par rapport à ce dernier, ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre.

Avant la conquête du pouvoir, les syndicats véritablement prolétariens organisent les ouvriers principalement sur le terrain économique, pour la conquête des améliorations qui sont possibles, pour le complet renversement du capitalisme, mais mettent au premier plan de toute leur activité l'organisation de la lutte des masses prolétariennes contre le capitalisme en vue de la révolution prolétarienne.

Pendant la révolution prolétarienne, les syndicats véritablement révolutionnaires, la main dans la main avec le parti, organisent les masses pour faire l'assaut des forteresses du capital et se chargent du premier travail d'organisation de la production socialiste.

Après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique du communisme.

Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir leur avant-garde, le parti communiste, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. A cet effet, les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au parti communiste dans son ensemble.

Pendant la prochaine période, la tâche capitale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement, à conquérir la majorité des syndiqués ; les communistes ne doivent, en aucun cas, se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme, malgré tous les obstacles et toutes les oppositions.

La meilleure mesure de la force d'un parti communiste, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués. Le parti doit savoir

exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes dans tels et tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis. Ce n'est que par un travail continu, soutenu et dévoué, des noyaux communistes au sein des syndicats, que le parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du parti.

LA RESOLUTION DU IV^e CONGRES DE L'I. C. (1922) (5)

Neutralisme et Autonomie

L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visant pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la vie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au parti communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, quelle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anti-communiste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon, c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manœuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière.

Syndicalisme et Communisme

Les anarcho-syndicalistes confondent syndicats et syndicalisme en faisant passer leur parti anarcho-syndicaliste pour la seule organisation véritablement révolutionnaire et capable de mener à terme l'action de classe du prolétariat.

Le syndicalisme, qui constitue un immense progrès sur le trade-unionisme, présente cependant de nombreux défauts et côtés malfaisants, auxquels il faut résister de la façon la plus ferme.

Les communistes ne peuvent ni ne doivent au nom des principes abstraits anarcho-syndicalistes abandonner leur droit à organiser des « noyaux » au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever. Il va de soi que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui y ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution.

La lutte pour l'unité syndicale

Le mot d'ordre de l'Internationale Communiste (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les fureuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions. Chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir facilement des syndicats du dedans, en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.

La scission du mouvement syndical, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats ouvriers rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.

Dans les pays où deux centrales syndicales nationales existent parallèlement (Espagne, France, Tchéco-Slovaquie, etc.) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Etant donné ce but de la fusion des syndicats actuellement scindés, il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition de rétablissement de l'unité détruite.

La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie ; sur le terrain d'un travail pratique, d'une lutte pratique, on peut grouper les éléments dispersés du mouvement ouvrier et créer, dans le cas d'une scission syndicale, les conditions propres à assurer leur unification organique. **Chaque communiste doit avoir en vue que la scission syndicale est non seulement une menace pour les conquêtes immédiates de la classe ouvrière, mais encore une menace pour la révolution sociale.** Les tentatives des réformistes de scinder les syndicats doivent être étouffées radicalement ; or, cela ne peut être atteint qu'à l'aide d'un travail énergique d'organisation et politique dans les masses ouvrières.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Nous publions dans cette rubrique les articles de discussion sur tous les problèmes soulevés par la Revue. Ces articles n'engagent que leurs auteurs, sauf ceux signés par la rédaction.

Les camarades qui désirent participer à la discussion sont priés d'envoyer leurs articles et notes avec mention « Pour la Tribune de discussion ». Vu le peu de place dont la revue dispose, nous prions nos correspondants d'être le plus bref possible. La Rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits de certains articles et lettres.

LE COMITE DE REDACTION.

LES CONTRADICTIONS DU CAMARADE BREVAL (1)

Le camarade Bréval essaie de concilier deux points de vue qui, par leur essence même, sont inconciliables. Il est pour le soutien de la guerre de la France, alliée de l'U.R.S.S.

Il réclame la renonciation au défaitisme pour ne pas entraver la victoire des armées françaises, car cette victoire lui semble être nécessaire et souhaitable dans l'intérêt de l'U.R.S.S.

Et après avoir développé ce point de vue, il se déclare partisan de la guerre civile dans une guerre pareille, « même si cela doit entraîner des défaites partielles de l'U.R.S.S. ». Un des deux : ou bien on est pour la victoire de la France et alors il faut se mettre en principe sur la position de Staline, repousser les méthodes de guerre civile dans la lutte des classes et se limiter à lutter pour la démocratisation de la direction de la guerre et pour la représentation des soldats. C'est-à-dire adopter la position qu'avaient adoptée Marx et Engels dans la guerre nationale de l'Allemagne 1870 contre la France bonapartiste.

Mais être pour les deux ensemble, pour la victoire de l'impérialisme français et pour son renversement, pour l'abandon du défaitisme dans l'intérêt de la victoire et pour la guerre civile, même au prix des défaites partielles de l'U.R.S.S. — ceci est impossible.

On se demande étonné comment un camarade si lucide et doué comme Bréval ait pu s'embrouiller dans des contradictions si élémentaires. L'explication est claire : ces contradictions montrent que la position du camarade Bréval et de ses amis n'est pas encore bien arrêtée, qu'ils se développent encore, sans s'en rendre compte, d'une position vers une autre. Au cours de cette évolution intérieure le camarade Bréval est arrivé à un point où il veut représenter les deux positions en même temps. Mais cela est impossible et le camarade Bréval ne fait que créer la confusion.

LA DIFFERENCE ENTRE LA GUERRE NATIONALE ET LA GUERRE IMPERIALISTE

Le point de départ aussi bien du stalinisme que du camarade Bréval est que les communistes de la France alliée à l'U.R.S.S. doivent imiter la politique

(1) Voir « Que Faire ? » N° 7, page 24.

de guerre de Marx de 1870. Malheureusement, la place mise à notre disposition est très limitée et nous sommes obligés de traiter ce problème important d'une manière sommaire. Le stalinisme donne une réponse claire et nette à la question pourquoi il adopte la position de Marx 1870 : Thorèz et avec lui le C.C. contestent le caractère impérialiste de la guerre menée par la France si elle est alliée à l'U.R.S.S. Est-ce que c'est l'opinion du camarade Bréval ? Nullement. Et c'est là la raison pour laquelle il se prononce pour la guerre civile, même si elle devait entraîner des défaites partielles pour l'U.R.S.S.

Le camarade Bréval reconnaît le caractère impérialiste d'une guerre de la France bourgeoise menée aux côtés de l'U.R.S.S. Pourtant, il est pour le soutien de cette guerre parce qu'il la considère comme guerre **impérialiste progressive**. Cette appréciation erronée du caractère de la guerre est la source de toutes les erreurs de Bréval dans le problème de la guerre. Comment Bréval aboutit-il à cette erreur ? Cela est non moins clair : il voit le fait incontestable qu'il y a une différence entre la politique guerrière de l'impérialisme allemand dont le but principal est la destruction de l'U.R.S.S. et celle de l'impérialisme français qui, suivant ses propres intérêts impérialistes et par crainte d'une revanche de la part de l'Allemagne, est forcé de conclure une alliance avec l'U.R.S.S. Il n'y a que des aveugles pour ne pas voir cette différence tactique entre les deux impérialismes et pour s'en refuser de tirer certaines conséquences tactiques. Dans sa brochure « La IV^e Internationale et la Guerre » Trotski, bien que d'une manière non suffisamment concrète, a en principe raison de déclarer :

« Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'U.R.S.S. maintient pleinement et entièrement son hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays. En ce sens il n'y a pas de différence avec la politique du prolétariat d'un pays en lutte contre l'U.R.S.S. Mais dans le caractère des actions pratiques, il peut se trouver des différences considérables, provoquées par la situation concrète de la guerre. (Thèse 44, p. 28, édition française.)

On ne contestera pas qu'il n'y a pas parmi nous que des adversaires résolus de la politique trotskyste des IV^e et II^e Internationales. Mais cette opposition ne doit pas nous aveugler : dans ce problème comme dans toute une série de problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne, c'est Trotski qui a raison.

De ce fait (à savoir qu'en principe la position de Trotski envers le problème de la guerre est juste) doit partir toute politique contre la position des trotskistes dans le problème de la guerre, qu'ils tiennent au sein de la S.F.I.O., position d'ailleurs changeante et non claire.

La polémique de Bréval contre la politique de guerre des trotskistes est fautive, car son point de départ ce n'est pas l'élaboration nette et concrète d'une position internationaliste que nous devons avoir **commune** avec Trotski si nous voulons rester fidèles au marxisme, mais malheureusement son point de départ est constitué par une position centriste (soutien de la guerre).

Ce soutien de la guerre, cette contribution à la victoire des armes de son propre pays était et reste juste dans une guerre nationale (qui mûrit aux colonies) même dans le cas où la bourgeoisie nationale combat le prolétariat de la manière la plus réactionnaire, comme Bismark ou Tchankaïchek de nos temps. Le prolétariat dans sa politique ne se base pas sur l'idée de récompense ou de vengeance, mais toujours et partout sur l'intérêt général

du développement de la société, qui coïncide avec l'intérêt du socialisme international.

La guerre allemande de 1870 était une guerre nationale, au moins dans sa première étape lorsqu'elle était dirigée contre la France bonapartiste qui constituait l'ennemi mortel de l'unité allemande. L'unité allemande, la constitution de l'Allemagne en tant qu'état national était non seulement dans l'intérêt de l'essor industriel de l'Allemagne mais aussi dans celui du prolétariat, éparpillé jusqu'ici par une douzaine de cadres étatiques, isolés l'un de l'autre. Cette unité était dans l'intérêt du socialisme international qui ne pouvait devenir l'héritier que d'un capitalisme pleinement développé.

La victoire dans une guerre nationale — même si la domination politique de la bourgeoisie y survit comme ce fut le cas en Allemagne 1870 — est un pas en avant considérable sur la voie du développement social. De ce caractère de la guerre 1870 et en principe de chaque guerre nationale découle aussi la politique de guerre du prolétariat : le prolétariat ne lutte pas contre la guerre, mais au contraire il constitue le parti le plus démocratique de la guerre. Là où il est suffisamment fort, il se pose comme but la lutte pour la direction et la démocratisation de la guerre (selon l'exemple des Jacobins), il groupe les masses populaires sous leurs propres drapeaux de classe pour le renversement de la bourgeoisie.

Dans l'essentiel, c'est cette politique révolutionnaire-démocratique que le camarade Bréval propose pour la France impérialiste alliée à l'U.R.S.S.

Malheureusement, Bréval ne voit pas certaines « bagatelles » : la France bourgeoise d'aujourd'hui ne lutte pas pour le progrès social, elle lutte pour le maintien de sa domination policière sur ses états-vassaux en Europe, où elle soutient la pire réaction (Roumanie, Yougoslavie, Pologne tant que celle-ci était avec la France), elle lutte pour le maintien de l'esclavage de ses colonies, sans parler de sa domination de classe à l'intérieur du pays. Mais il y a plus ! Si demain l'U.R.S.S. est agressée par Hitler et que la France se porte au secours de celle-ci, ce ne sera pas pour aider l'U.R.S.S., mais pour profiter d'une situation favorable et régler définitivement le compte à l'Allemagne. Il s'agit pour la France de rendre impuissant ce grand pays qui menace continuellement son hégémonie impérialiste en Europe. Mais vu que par rapport à sa base sur l'Allemagne, son but ne peut être atteint que par le seul moyen suivant : le morcellement de l'Allemagne ; par exemple la création d'un état habsbourgien composé de l'Allemagne du sud et de l'Autriche et qui sera soumis comme un vassal à la France. Mais ceci signifie le rejet de l'Europe dans l'éparpillement national de l'ère napoléonienne.

La force insuffisante de l'U.R.S.S., le fait qu'elle se trouve sous la direction stalinienne mettront l'U.R.S.S. dans l'impuissance de contrecarrer ce processus (voir la conduite opportuniste de la diplomatie stalinienne vis-à-vis l'agression japonaise en Chine). Face à une Europe centrale conservatrice dont la classe ouvrière devra lutter encore pour l'unité nationale, l'U.R.S.S. ne pourra pas durer comme un État ouvrier. C'est le contenu historiquement concret de toute victoire de la France que Bréval espère favorable pour l'U.R.S.S.

Mais le prolétariat allemand ne s'opposera-t-il à ce développement ? La défaite de l'Allemagne n'aboutira-t-elle pas au krack du fascisme ?

Nous ne voulons pas faire des prophéties, nous nous bornerons à constater un fait indéniable : Si quelque chose est apte à affaiblir idéologiquement le prolétariat allemand, qui ne s'est pas encore relevé, qui fut livré au chauvinisme national par le traité de Versailles et par les directions du P. S. (2), c'est bien la politique que Bréval recommande au prolétariat français. Si le prolétariat français soutient la guerre de sa bourgeoisie, s'il lutte pour la

victoire. Il luttera objectivement, non pour l'U.R.S.S., mais pour le maintien de Versailles. Rien ne peut mieux déchaîner le nationalisme dans le prolétariat allemand qu'une telle attitude des ouvriers dans les pays du traité de Versailles. La politique de guerre proposée par Bréval, c'est la politique de la liquidation de l'internationalisme prolétarien.

LE CARACTERE DE LA GUERRE DE COALITION FRANCO-SOVIETIQUE

Le bloc France-U.R.S.S. est un bloc contradictoire de deux systèmes sociaux opposés dont les guerres portent un caractère fondamentalement différent. L'U.R.S.S. mène une guerre révolutionnaire, c'est-à-dire une guerre pour le maintien des rapports de propriété issus de la révolution d'octobre. Nous ne nions pas que le caractère révolutionnaire de cette guerre fait apparaître sous la direction stalinienne des traits réactionnaires (la recommandation au prolétariat français de la paix sociale), comme en général l'Etat soviétique est un état révolutionnaire où se développe une réaction politique (le bonapartisme soviétique) ; mais cette réaction se développe sur le terrain de la société soviétique, elle a la tendance de briser le caractère prolétarien de l'U.R.S.S., mais elle n'a nullement encore abouti aux résultats si tragiques que ne le veulent faire croire les divers apôtres réformistes et ultragauchistes. Par contre, les guerres de la France sont des guerres impérialistes pures, même si elles sont menées aux côtés de l'U.R.S.S. On peut apprécier le fait que la France se trouve aux côtés de l'U.R.S.S. comme un élément objectivement progressif. Mais s'y oppose le caractère fondamental réactionnaire des buts impérialistes de la France et ce sont ces buts qui tant que la bourgeoisie règne déterminent le caractère de ses guerres. On se trouve donc en présence de deux guerres différentes, celle de la France et celle de la Russie, qui se développent parallèlement mais qui ne sont pas identiques. Cette dualité, ce n'est pas un problème géographique mais social. Même si la France et l'U.R.S.S. avaient des frontières communes, c'est-à-dire si la Pologne était l'alliée de l'U.R.S.S., le fait ne changerait pas que nous y avons deux guerres différentes : une guerre révolutionnaire russe et une guerre impérialiste polonaise.

A ceux qui, aujourd'hui, ne le savent pas et ne comprennent pas ce que cela signifie pour la politique du prolétariat français, à ceux-là l'état-major administrera pendant la guerre une leçon cruelle. Si la France bourgeoise adoptait la méthode de pensée de Bréval elle devrait au cours de la guerre se dire : la victoire de l'U.R.S.S. sur l'Allemagne est nécessaire pour que nous puissions vaincre nous-mêmes, c'est pourquoi il faut donner l'aide maxima à l'U.R.S.S.

Mais la bourgeoisie française ne va nullement adopter cette politique du « bon sens » humain, elle choisira une politique dialectique de classe. Si Pertinax déjà aujourd'hui croit que le sort de la France est de « vivre dangereusement », c'est seulement pendant la guerre qu'elle commencera à jouer un jeu dangereux : elle essaiera de battre l'Allemagne et d'affaiblir en même temps l'U.R.S.S., l'affaiblir si fortement qu'elle cède à la pression de classe de la France. Battre l'Allemagne, affaiblir l'U.R.S.S., ce sera la formule de la politique de guerre de la bourgeoisie française.

LA POLITIQUE DE GUERRE DU PROLETARIAT

Comment expliquer que le camarade Bréval est arrivé à une conception aussi erronée de la guerre de l'impérialisme français ? Il semble qu'une des

sources de son erreur consiste en ceci que pour lui le principe qui domine tout dans le problème de la guerre ce n'est pas la révolution internationale, mais la défense de l'U.R.S.S. Mais on ne peut défendre sérieusement et d'une façon révolutionnaire l'U.R.S.S. que si on reconnaît que sa défense constitue non un problème en soi, mais un problème **partiel** dans les cadres de la politique générale de guerre du prolétariat orientée sur le déchaînement de la révolution prolétarienne. Personne ne l'a mieux compris que les bolchéviks ; dans ce but ils ont entrepris en 1920 l'offensive contre la Pologne — très risquée au point de vue militaire — et payèrent cher leur internationalisme prolétarien.

Bréval voit dans la défense de l'U.R.S.S. l'axe de la politique prolétarienne au lieu de voir dans la politique de la révolution internationale l'axe de la politique de la défense de l'U.R.S.S. Ceci le mène sur la voie de l'opportunisme. **La politique de guerre de l'internationalisme prolétarien en France diffère radicalement de celle de Bréval.** Dans l'essentiel, elle concorde avec la politique de guerre de Trotsky. Notre but dans une guerre de coalition, ce n'est pas la victoire de l'impérialisme français, mais la victoire de la révolution mondiale et par cela même, comme une partie de cette victoire, la victoire de l'U.R.S.S. **Le problème de la victoire ne peut pas être posé autrement si l'on veut le poser d'une manière révolutionnaire et socialiste.**

Comment contribuons-nous à la victoire de l'U.R.S.S. dans les cadres du développement de la révolution internationale ? D'abord, en menant une lutte intransigeante contre notre propre bourgeoisie, en la désignant comme notre ennemi principal, en luttant pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile non pour aboutir à la paix mais pour conquérir le pouvoir et mener aux côtés de l'U.R.S.S. et du prolétariat allemand une guerre révolutionnaire contre le fascisme allemand. Ensuite, en utilisant chaque possibilité pratique d'aider l'U.R.S.S., Trotsky en donne l'exemple citant le transport des munitions des pays neutres en U.R.S.S. Et si notre propre bourgeoisie envoie de tels transports ? Naturellement, nous sommes aussi pour comme nous sommes pour l'octroi des crédits commerciaux pendant la paix.

Telle est notre politique de guerre. Elle contribuera au recul du courant national-chauvin dans le prolétariat allemand et affaiblira ainsi la puissance d'attaque de Hitler contre l'U.R.S.S. L'internationalisme prolétarien qui signifie l'aide pratique pour l'U.R.S.S. est mille fois plus fort que les canons de la France impérialiste dans lesquels Bréval met ses espérances.

Certains camarades posent à ce propos la question suivante : les actions pratiques pour le soutien des mesures au profit de l'U.R.S.S. ne détournent-elles pas le prolétariat des luttes révolutionnaires contre sa propre bourgeoisie ? Ne faut-il pas renoncer à ces actions et se limiter à celles qui mènent vers la défaite de l'impérialisme français ?

Ces camarades se trompent. Il ne s'agit pas tellement de « quoi » mais de « comment ». Quelles que soient les dénégations de Bréval, il est évident que les actions de soutien menées dans l'esprit de la victoire comme il l'exige mènent vers l'Union sacrée. Par contre, les actions de soutien menées dans les cadres de la lutte contre la guerre impérialiste affaiblissent la bourgeoisie et non le prolétariat.

Il serait faux si dans cette guerre nous mettions en avant le mot d'ordre de la défaite, car il ne tient pas compte du problème partiel du soutien pratique de l'U.R.S.S. Il détourne la conscience des ouvriers du fait que si nous ne pouvons rien attendre de la victoire de notre bourgeoisie, par contre nous voulons la victoire de l'U.R.S.S. et luttons pour cette victoire. Le mot d'ordre de la défaite ne tient pas compte de ce problème double et compliqué, il est juste pour la guerre de deux groupes impérialistes mais non pour le bloc plein

de contradictions, le bloc soviéto-impérialiste. Nos camarades qui répètent simplement le schéma de Lénine de 1914, se facilitent trop la tâche. Lorsqu'ils défendent en ce lieu leurs conceptions, il faudra les combattre car avec leur répétition schématique des formules de Lénine, ils ne comptent pas avec les tâches contradictoires que la vie nous pose. Ceci vaut particulièrement pour leur théorie des étapes : a) défaite ; b) prise du pouvoir ; c) guerre révolutionnaire.

Nos défaitistes vivent dans la crainte que la France ne soit pas battue et qu'ainsi la révolution n'éclate pas. Mais il n'est pas dit qu'une révolution dans la guerre ne peut être que la suite d'une défaite. Il est possible que la lutte révolutionnaire dans le pays et dans l'armée provoque des défaites partielles, mais que le prolétariat s'empare du pouvoir sans que l'armée soit désorganisée par la défaite. C'est un préjugé de nos défaitistes que de croire que la révolution ne peut pas vaincre lorsque l'armée impérialiste n'est pas battue. Si c'était vrai, il n'y aurait pas de la révolution mondiale, il n'y aurait que la révolution dans les pays vaincus. En 1918 pourtant nous avons vu qu'aussi dans l'Italie victorieuse une puissante révolution prolétarienne leva la tête et elle succomba non parce que l'armée revint intacte du front, mais parce que le réformisme était trop fort dans le prolétariat. Par contre, en Allemagne, les armées vaincues sur les champs de bataille gardèrent partiellement leur esprit réactionnaire et devinrent des exploités de la contre-révolution bourgeoise.

Nos défaitistes ne proposent pas une politique déterminée mais un schéma mort.

La politique de guerre que nous proposons est une variante du défaitisme révolutionnaire, adaptée aux circonstances pleines de contradiction de la coalition franco-soviétique. Lorsque Bréval se réclame de la politique des bolchéviks qui, après février 1917, rejetèrent le défaitisme, il a tort. C'est vrai que cette conduite de Lénine à une époque où la révolution prolétarienne forgeait ses organes du pouvoir à côté de la révolution bourgeoise, montre qu'il considérait comme possible la victoire révolutionnaire sans défaite militaire de la bourgeoisie. Mais Lénine était-il pour la victoire militaire des armées de la Russie ? Était-il pour le soutien de la guerre ? Nullement ! Il proposa au prolétariat une politique que nous lui proposons maintenant. Si à l'époque aux côtés de la révolution bourgeoise se trouvait la révolution prolétarienne, aujourd'hui aux côtés de la France bourgeoise, nous avons la Russie révolutionnaire. Grâce à cette situation le mot d'ordre de la défaite était insensé en 1917 comme il l'est dans la guerre franco-soviétique.

Comme certains camarades se rappelleront, l'opportunisme leva pour la première fois la tête au IV^e Congrès de l'I.C. dans la discussion programmatique entre Boukharine et Talheimer, où le premier défendit la conception du soutien par le prolétariat de la guerre du pays allié à l'U.R.S.S., quoique moins nettement que Bréval. Deux ans plus tard Boukharine bâtit de sa rupture avec l'internationalisme prolétarien un système théorique — la théorie du socialisme dans un seul pays. Comme dit Bréval : « Chaque position politique a sa logique propre ». Ici il a parfaitement raison et nous voulons espérer qu'il ne deviendra pas la victime de la logique de sa propre position

W. BERTRAM.

(2) Voir mon article sur la Sarre, dans le n° 1 de « Que Faire ? » (janvier 1935) ; voir aussi l'Editorial du n° 2

VIE DU PARTI

Nous publions ci-dessous quelques notes qu'un de nos camarades nous a envoyées sur la conférence régionale du parti tenue à Nice le 11 août dernier, où deux des meilleurs camarades de la région se sont spontanément dressés contre l'opportunisme de la direction du parti. Ce fait — et qui sait combien d'autres qui nous sont inconnus ! — démontre que, malgré le régime d'étouffement, des réactions saines se font à la base du parti.

N.D.L.R.

LA CONFERENCE DE NICE

Dimanche 11 août s'est tenue à Nice la conférence régionale du parti.

L'ordre du jour était le suivant :

Matin : rapport administratif ;

Après-midi : VII^e Congrès mondial.

Je passe sur le fait que la conférence s'est faite sans aucune préparation à la base qui n'avait aucun document pour discuter, ni la région, ni le centre n'ayant rien fourni. Contrairement à l'ordre du jour établi, après le rapport administratif, l'on passa au rapport d'activité qui dura quatre heures ; la volonté de faire traîner était manifeste. Le rapporteur sur le VII^e Congrès commença son rapport à 13 heures, suivi par un autre rapporteur sur le front populaire. Celui-ci ne doit pas croire à ce qu'il dit, car il y a une semaine, il critiquait fermement la politique du parti.

La discussion commença à 18 h. 15.

Boivert, secrétaire de l'U.R.U. déclara son désaccord avec la ligne politique du parti et conclut que l'unité politique est en fait la liquidation du parti révolutionnaire. Campa parla du pacte franco-soviétique. Il expliqua les raisons qui ont poussé l'I.C. au réformisme et à la collaboration des classes.

Deux ou trois camarades sont intervenus pour approuver le parti.

La réponse du Bureau régional fut piteuse. Excepté Floris, aucune réponse avec des arguments politiques.

Le camarade Barel, secrétaire régional, ne s'embarrasse pas de si peu : « Boivert et Campa, ce sont des contre-parti (nouvelle formule), des saboteurs, des contre-révolutionnaires, etc... ».

Naturellement, personne ne croit à cela et ne prend pas ces paroles au sérieux. Campa et Boivert ont continué à militer, à prendre la parole aux réunions publiques et à faire du recrutement pour le parti et les syndicats.

R. M.

Lettre de trois Communistes exclus

Nous publions ci-dessous une réponse à « L'Humanité » que trois camarades, exclus du parti dans le 11^e rayon, nous ont envoyée. Déjà, dans le n^o 5 de « Que Faire ? » nous avons relaté ce qui s'était passé dans ce rayon et dénoncé le régime de baillon instauré par la direction du parti. La lettre de ces camarades ne fait que confirmer ce que nous avons dit. Nous ne savons pas ce qu'ils sont devenus depuis leur exclusion, ni

quelles sont leurs perspectives. La conclusion de leur lettre démontre qu'ils restent sur le terrain de la lutte révolutionnaire et de la défense de l'U.R.S.S. Nous espérons que même exclus et calomniés ils ne se laisseront pas, comme tant d'autres, entraîner vers un anticommunisme haineux ou l'indifférence, mais qu'ils lutteront contre la fausse politique de la direction et contre ce régime de baillon qu'elle impose au parti.

LA REDACTION.

REPONSE A UNE MISE EN GARDE

Une note de « L'Humanité » du 27 août met en garde les travailleurs et les organisations contre les camarades Clair Roger et Fyot Raymond, exclus du parti communiste.

A la Conférence régionale de Paris, du parti communiste (23 mars 1935), le 11^e Rayon, après approbation du Comité et de son Assemblée générale, présente un rapport.

Quel en fut le contenu ?

Tout en nous déclarant d'accord avec le front populaire, en tant que rassemblement de masses, nous marquons notre inquiétude quant à ses perspectives révolutionnaires, en constatant :

1^o L'absence d'un programme progressif ;

2^o L'échec de l'auto-défense de masses et la nécessité d'accélérer la formation des groupes, par une campagne politique publique ; sans tomber dans l'aventurisme ou dans des mots d'ordre prématurés ;

3^o L'abandon du travail anti dans l'armée. Grande faiblesse de la lutte contre les deux ans, etc... ;

4^o Nécessité de la réalisation des comités d'usine, en vue du contrôle ouvrier ;

5^o Nécessité de donner à l'ensemble du parti, des « perspectives » dans ses Conférences d'informations dans le but :

a) Expliquer l'importance des tâches présentes, par rapport à la solution révolutionnaire de la crise ;

b) Développer ainsi la capacité politique du parti et assurer une meilleure exécution des tâches.

Nous avons souligné à cette occasion combien la conférence précédente de Jacques Duclos était insuffisante, ce dernier s'étant borné à parler des tâches actuelles sans montrer leur rattachement au but poursuivi, sinon en citant trois lignes de K. Marx, ce qui ne saurait suffire à un marxiste.

En un mot, pas d'orientation précise dans des actes, vers une préparation politique, organique et technique, pour donner une issue révolutionnaire au mouvement créé par le front populaire.

Cette intervention faite à une conférence régulière du parti, sous forme de questionnaire, fut un acte d'honnêteté, une simple demande d'explications.

L'accueil fait à cette déclaration par la Direction du parti amena immédiatement les mesures suivantes :

Commission politique qui fut en fait une Commission de Contrôle.

Relevé de toutes responsabilités au Rayon.

Retrait de la candidature du camarade Clair aux élections.

Entrevues diverses. Assemblée extraordinaire du Rayon, puis enfin, mise en demeure de fournir une déclaration politique, dans le but d'empêcher toute intervention à la Conférence de Rayon de juin.

Cette déclaration n'étant qu'un prétexte, nous l'avons refusé et démissionné du parti.

Démission refusée, exclusions pour jeter le discrédit moral nécessaire sur des militants en désaccord avec la Direction du parti.

Notre expérience était faite.

Entre temps, les déclarations de Staline, les clauses politiques du pacte, l'abandon avoué du défaitisme révolutionnaire, l'élargissement du front populaire jusqu'à des personnalités du parti de feu Raymond Poincaré..., sont choses concluantes.

D'accord avec les déclarations exposées par Clair à la Conférence au nom du Rayon, notre camarade Fyot, signataire du Manifeste de la Conférence contre l'Union Sacrée, fut exclu sans autres explications.

Tels sont les faits.

Autant d'exemples de la démocratie qui règne dans ce parti.

Nous restons fermement attachés à la défense de la Révolution d'octobre, par son élargissement, mais à aucun prix nous consentirons de subordonner le mouvement ouvrier à la diplomatie secrète et aux alliances militaires, fussent-elles franco-soviétiques.

La classe ouvrière n'est pas une masse de manœuvre pour des combinaisons de coulisses.

La lutte de classe s'est toujours menée au grand jour, elle continuera pendant la paix et s'il le faut pendant la guerre, malgré et contre tous ceux qui s'y opposeront. Que la Direction du parti communiste se le tienne pour dit. L'expérience de la dernière guerre n'est pas encore perdue pour la classe ouvrière

Roger CLAIR, ex-Secrétaire du XI^e Rayon.

Raymond FYOT, ex-membre du Comité de Rayon.

JULIEN, ex-membre du Comité de Rayon.

P.-S. — Le camarade Maudhuison, ex-membre du Comité de Rayon, démissionnaire en décembre, se solidarise entièrement avec les camarades exclus.

SUR LA CONFERENCE NATIONALE CONTRE LA GUERRE

Comme nous l'avons dit dans notre dernier numéro, c'est les 10 et 11 août qu'a eu lieu, à Saint-Denis, une conférence nationale contre la guerre.

Les initiateurs de cette conférence furent la **Révolution Proletarienne** et la Fédération unitaire de l'enseignement. Y ont adhéré plus de 80 organisations les plus diverses.

Nous sommes allés à cette conférence parce qu'il est du devoir des communistes d'aller exposer leur point de vue partout où l'on s'efforce de lutter contre la guerre.

Mais nous savions qu'il n'en pouvait rien sortir de sérieux et qu'elle ne pouvait aboutir qu'à une faillite, dont la conséquence sera une déception pour les éléments communistes qui auront cru en ses possibilités et qui auront mis leurs espoirs en elle.

En effet, cette conférence était essentiellement hétérogène.

A côté d'éléments communistes ou communistes figuraient des syndicalistes, des anarchistes, des pacifistes, des socialistes et des personnalités les plus diverses. Le rayon communiste de Saint-Denis (Doriot), quoique sa base prolétarienne le marque encore de son empreinte, est passé sur des positions

purement pacifistes. D'une telle hétérogénéité il ne pouvait sortir qu'une chose^o: la scission. C'est ce qui arriva.

Les débats de cette conférence furent dominés par une seule chose : la lutte contre l'U.R.S.S. et l'I.C. C'était d'ailleurs le seul thème qui dans cette hétérogénéité obtenait l'unanimité.

Devant une telle atmosphère, nous ne pouvions faire autrement que de heurter de front la conférence. Nous avons déclaré que s'il était de notre devoir de combattre la fausse politique, tant intérieure qu'extérieure, de l'U.R.S.S., il n'en était pas moins de notre devoir de défendre l'Union soviétique — même dirigée par Staline — contre les brigands impérialistes, comme nous devons défendre les syndicats — même dirigés par Jouhaux — contre le fascisme.

Nous avons fait un appel aux éléments communistes qui se trouvaient dans cette conférence, pour que tous ceux qui se placent sur le terrain communiste se rassemblent et discutent entre eux la question de la guerre.

Mais cet appel est resté sans écho^o: parce que les uns, influencés par Treint et Doriot, étaient dominés par une haine antistalinienne et que pour lutter contre Staline ils sont prêts à s'allier avec n'importe qui ; et les autres, influencés par le groupe des Bolcheviks-Leninistes (Trotskyistes), voulant construire une IV^e Internationale espéraient trouver des adhérents dans cette conférence.

S'il fallait tirer une conclusion de cette conférence, c'est qu'elle a fait faillite sur toute la ligne. Non seulement elle se scissionna : la Révolution Proletarienne, qui fut un des organisateurs, l'a quittée ainsi que divers groupements ; mais encore elle n'a même pas été capable de publier un manifeste contre le brigandage en Abyssinie. Ainsi, par une ironie du sort, cette conférence qui prétendait se substituer à l'I.C. en faillite n'a fait que démontrer sa propre faillite

Nous publions ci-dessous la résolution que nous avons déposée à la conférence :

DECLARATION

Considérant :

Que la lutte pour la paix, contre les guerres impérialistes, est impossible en dehors de la préparation de la révolution prolétarienne ;

Que tous les programmes pacifistes et réformistes tendent à substituer à ce seul travail révolutionnaire pratique des moyens illusoire et mensongers « d'organisation de la paix » dans le régime capitaliste ;

Que le prolétariat doit rejeter et combattre le pacifisme, quelle que soit sa forme, de même que toute méthode individualiste de lutte contre la guerre en dehors de l'action de masse ou se substituant à elle (objection de conscience, refus de « marcher » en cas de guerre, etc...) :

Considérant :

Que le prolétariat révolutionnaire doit soutenir la lutte des peuples opprimés pour leur libération nationale jusque et y compris leurs guerres nationales ;

Que le prolétariat a le devoir de défendre l'Union Soviétique, pays de la révolution d'octobre, devant ses ennemis impérialistes ;

Que ce devoir subsiste même dans le cas où l'U.R.S.S. conclut des accords avec certains Etats impérialistes contre d'autres impérialistes ;

Que la défense de l'U.R.S.S. est entravée et empêchée par la politique de

l'Union sacrée, exprimée par la déclaration de Staline et réalisée en fait déjà maintenant par les dirigeants du P.C. et du P.S. ;

Que la défense efficace de l'U.R.S.S. par les ouvriers est impossible en dehors de la lutte de classe intransigeante avant et pendant la guerre, même si l'U.R.S.S. est l'alliée de celle-ci ; cette lutte n'exclut pas l'approbation des accords économiques, financiers, militaires conclus par l'U.R.S.S. avec les pays capitalistes ;

Considérant :

Que le rassemblement de tous les révolutionnaires prolétariens de ce pays, sur la base des principes constitutifs de l'I.C. de Lénine, ouvre la seule voie efficace vers la rénovation du mouvement communiste ; seul un parti communiste rénové, expression de l'avant-garde du prolétariat, saura diriger effectivement et orienter justement la lutte des ouvriers contre les dangers de guerre, contre l'impérialisme, contre l'union sacrée ;

Qu'à présent la tâche la plus importante des révolutionnaires prolétariens est de se lier aux ouvriers avancés qui, en majorité, suivent le parti communiste ;

Que dans la situation actuelle toute tentative de constituer un organisme ayant le caractère d'un parti politique ne peut aboutir qu'à couper des masses les éléments révolutionnaires les plus conscients ;

Le groupe communiste « Que Faire ? » demande à tous les groupes et camarades de collaborer sur la base de ces principes. Cette collaboration pourra consister, au début, dans l'échange d'informations, organisation des assemblées communes, édition des matériaux, etc., avec le but, d'un côté, d'expliquer aux travailleurs de ce pays le caractère néfaste de la politique de l'union sacrée, la nécessité de la lutte intransigeante contre les guerres impérialistes par la préparation de la révolution socialiste, la nécessité de la défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. ; d'autre part, de préparer les bases pour le regroupement de tous les éléments révolutionnaires de ce pays sous le drapeau du communisme, sous le drapeau de Marx et de Lénine

Le Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement

Au mois d'août s'est tenu à Angers le trentième Congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement.

On sait que depuis six ans, la majorité de cette Fédération se trouve en opposition avec la direction de la C.G.T.U., et cette année encore, le tournant de la centrale unitaire sur la réalisation de l'unité syndicale et son attitude devant la guerre devaient être sévèrement jugés par le congrès.

Par suite de la défection de la Ligue syndicaliste rentrée tout entière dans « la vieille maison », accompagnée par le gros syndicat du Morbihan, c'est avec des effectifs encore amoindris que s'est présentée cette Fédération, mais ce congrès — le dernier — fut marqué par les discussions larges et sérieuses auxquelles nous étions habitués depuis quelques années.

Le Bureau fédéral n'accepta pas la nouvelle capitulation de la C.G.T.U. sur les fractions et continuera à demander au cours des pourparlers d'unité qui se poursuivront avec la Fédération générale de l'enseignement, la possibilité pour les fractions ou tendances d'exister et de s'organiser.

Bien entendu, la Fédération s'est refusée à approuver la déclaration de Staline et la « tricolorisation » du prolétariat français. Toutefois nous ne

pourrions suivre son attitude d'opposition violente et absolue à la politique extérieure de l'U.R.S.S.

C'est pourquoi, alors que dans les assemblées syndicales préparatoires deux motions seulement étaient en présence (celle du B.F. ne reconnaissant pas à l'U.R.S.S. le droit de jouer sur les contradictions entre impérialistes, condamnant le pacte et l'Union sacrée, celle de la C.G.T.U. approuvant tout ce qui vient de Moscou) quelques camarades reprenant la position précisée par « Que Faire ? » s'affirmaient pour la défense de l'U.R.S.S. tout en condamnant formellement l'Union sacrée avec notre bourgeoisie. Sans avoir été présentée dans les syndicats, cette motion obtenait néanmoins 32 demi-mandats ; 176 allaient au B.F. et 145 approuvaient Staline. En examinant les chiffres on s'aperçoit qu'une majorité s'est dessinée en faveur de la défense de l'U.R.S.S. et contre l'Union sacrée

L'Unité syndicale entraînant la disparition de la vieille fédération posera pour ses membres un problème politique.

Depuis le Congrès de Besançon (1929) la Fédération était devenue une sorte de parti politique dont les militants exclus du P.C. à l'époque du sectarisme le plus stupide, ne s'étaient rattachés à aucune des formations politiques existantes. C'est ce qui explique le peu d'enthousiasme du Bureau Fédéral pour pousser à la réalisation de l'Unité.

Nous demanderons à ces camarades de rester en liaison avec notre revue et d'y collaborer. Il nous faut en effet penser dès maintenant au regroupement de tous ceux qui ont leur place dans un véritable parti révolutionnaire

Quant aux partisans de la direction actuelle de la C.G.T.U., ils s'apercevront au contact de la masse du Syndicat national qu'il leur faudra combattre surtout l'orientation réformiste et bureaucratique que prendra immédiatement l'organisation unifiée.

Acceptons l'unité avec confiance. Nous aurons la certitude de trouver chez les instituteurs l'opposition révolutionnaire qui pourra rendre au syndicalisme son véritable visage de classe.

A. C.

Les Livres

Sajmon SCHWARTZ : Lénine et le mouvement syndical (1).

L'auteur, menchévik connu, se propose surtout « de donner au lecteur une documentation authentique aussi complète que possible pour faciliter son propre examen de la doctrine syndicale de Lénine » (p. 10).

L'auteur a réuni plusieurs textes et citations de Lénine se rapportant aux questions syndicales, textes inconnus pour la plupart du lecteur français ou éparpillés dans d'anciennes revues. Le livre mérite donc d'être lu par les militants ouvriers.

Mais la conception propre de l'auteur se répercute aussi bien dans le choix des citations que dans leur présentation. La doctrine syndicale de Lénine consiste, selon Schwartz, dans la soumission des syndicats au parti, pendant que la doctrine socialiste authentique est celle de l'égalité des droits entre les syndicats et le parti. Tout le livre a pour but de montrer que les progrès du bolchévisme se produisaient dans la mesure où Lénine abandonnait son propre terrain doctrinal.

(1) Nouveau Prométhée, Paris 1935 ; 112 p.

« La doctrine théorique que Lénine avait élaborée au début du siècle s'était souvent posée en obstacle au progrès du mouvement syndical et à la collaboration harmonieuse entre les syndicats et le mouvement ouvrier politique... Lénine ne reculait même pas devant la nécessité de rompre les chaînes de la doctrine lorsqu'elle empêchait le développement du mouvement ouvrier. » (p. 111-112)

Cette thèse est au fond identique à celle développée par Boris Souvarine dans son livre « Staline » dont nous parlerons prochainement. Schwartz, aussi bien que Souvarine, n'a pas compris l'essence de la doctrine de Lénine ; il escamote ainsi le fond des divergences entre le bolchévisme et le menchévisme.

Les contradictions apparentes dans les positions successives de Lénine ne sont que des modalités de la solution du même problème dans les conditions différentes : la liaison entre l'avant-garde du prolétariat, son parti, et les masses ouvrières groupées dans les syndicats. Cette liaison exige « des liens stables et étroits entre les syndicats et le parti », et en même temps « la direction idéologique » des syndicats par le parti. Dans ce sens, il n'y a aucune contradiction entre « la soumission » et « l'égalité des droits » ; dans le cadre de la collaboration fraternelle entre les syndicats et le parti du prolétariat, celui-ci doit s'assurer, par son activité, par toute sa politique, l'hégémonie dans le mouvement, sans atteindre dans la moindre mesure aux droits des syndicats. Il est donc faux de qualifier la doctrine de Lénine comme tendant à la transformation des syndicats et des syndiqués en instruments dociles et aveugles du parti, comme l'insinue Schwartz, contrairement d'ailleurs aux textes mêmes qu'il donne. (Voir, par exemple, pages 55-56, 63-64 70-71, etc..)

Par contre, la doctrine menchévik de « l'égalité des droits des syndicats et du parti » signifie, en réalité, la mise sur le même plan de l'avant-garde et de la masse ouvrière, l'abandon par le parti de son rôle qui consiste à influencer idéologiquement les syndicats et à éduquer les syndiqués dans l'esprit du socialisme révolutionnaire, la reconnaissance en fait de la neutralité des syndicats envers la lutte politique du prolétariat. La formule séduisante « égalité des droits » couvre la subordination du parti à l'idéologie trade-unioniste, corporatiste, limitant le rôle du mouvement ouvrier aux luttes économiques dans le cadre du régime, d'un côté, à l'activité parlementaire, de l'autre. Lénine, durant toute sa vie, combattait cette conception réformiste, et c'est ici qu'il faut chercher le fil directeur de sa doctrine syndicale.

L'étude de la doctrine syndicale de Lénine, malgré le livre de Schwartz, reste entièrement à faire. Remarquons en terminant que les dirigeants de l'I.C. et du P.C.F. depuis quinze ans n'ont pas encore eu de temps de fournir aux militants ouvriers français les travaux les plus importants de Lénine sur les questions syndicales, pendant que le marché littéraire est inondé de traductions des œuvres de Piatnitsky, Bela Kun, Losovski et autres écrivains du même genre dont les œuvres ne présentent aucun intérêt ni doctrinal, ni historique. C'est un des aspects de la décadence idéologique du mouvement communiste stalinisé.

Léon DIGAT : Pour l'unité syndicale (2).

Digat, ex-secrétaire général de la Fédération Postale, se propose de présenter quelques arguments en faveur de l'unité syndicale. Dans ce but, il commence par nous donner un soi-disant aperçu de l'histoire du mouvement ouvrier depuis le moyen-âge pour « papillonner » ensuite sur de multiples sujets sans en approfondir aucun. La législation ouvrière, la S.D.N., le B.I.T., l'union sacrée, le plan de la C.G.T., tout passe en revue, et pour chaque pro-

blème Digat trouve la même solution-panacée : l'unité syndicale. Au fond, il ne fait que répéter les arguments employés couramment par les réformistes, sans essayer même de les analyser.

Il invoque, par exemple, comme arguments en faveur de l'unité ouvrière l'Autriche : « L'effondrement de la République autrichienne a été la rançon de la scission » (p. 101).

En Autriche, l'unité politique et syndicale fut sauvegardée après la guerre, le P.C. ne jouant jusqu'à 1934 qu'un rôle dérisoire. On ne peut donc dans ce cas parler de la scission comme cause de la défaite. L'exemple autrichien montre précisément que l'unité ouvrière ne suffit pas pour assurer la victoire, qu'il s'agit encore de la politique à suivre. Digat ne parle mot sur l'expérience russe où la scission avec les réformistes a permis aux bolchéviks — avec une politique juste — de vaincre la bourgeoisie et de réaliser l'unité ouvrière sur une plateforme révolutionnaire, sans les réformistes.

Digat veut conserver les apparences d'impartialité envers les courants réformiste et révolutionnaire, il prodigue ses critiques à gauche et à droite. Mais dans les questions essentielles il a une position platement réformiste. Il justifie l'attitude de la C.G.T. en 1914, l'union sacrée, et combat « les formules outrancières et puéiles de la C.G.T. d'avant-guerre » (p. 42, p. 65). Il accuse les bolchéviks « d'avoir compromis la patrie, leur patrie et la nôtre, en jouant la carte de la révolution mondiale » (p. 101). Il répète les accusations de Jouhaux que « la scission syndicale a été voulue, préméditée par Moscou » (p. 107), affirmation démentie par les faits.

En résumé, livre superficiel, n'apportant rien d'intéressant

P. 1

(2) Editions du Syndicat National des Agents des P.T.T., Paris 1935 126 p.

Livres reçus : César Fauxbras : La Mer Noire (Flammarion) ; F. Girard : Un programme de mesures immédiates contre la crise (S.E.), R. Berberon B.P. 3, Paris 10^e.

CORRESPONDANCE

Un camarade -- Lucien H. -- nous a écrit pour nous demander des revues et les conditions d'abonnement. Mais ce camarade a oublié de mettre son adresse complète. Nous le prions de nous envoyer à nouveau son adresse, très complète. -- La Rédaction.

Le Gérant : G. RUCAR.



Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e)

